



LE ROI DU MAROC SOUFFRE D'INCONTINENCE URINAIRE

Une équipe médicale israélienne au chevet de M6

P2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 27 janvier 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5449 - 18^e année

BOUSLIMANI EXHORTE LA PRESSE NATIONALE



Faire avorter tout projet anti-Algérie

P3

COURS ET EXAMENS SUSPENDUS À CAUSE DE LA COVID-19



Pas de présentiel à l'Université

P3

UN MAILLON FORT POUR BRISER LA CHAÎNE DE PROPAGATION



Les tests Covid-19 sont inaccessibles !

P4

LES COURSES EN DIRECT
HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER - ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 15H30
Le gagnant n'est pas connu d'avance

P14

CEUTA ET MELLILA POURRAIENT ÊTRE INTÉGRÉES DANS L'ESPACE SCHENGEN, COMME RÉSULTAT D'UN JEU PERVERS AVEC L'ESPAGNE

Quand le Makhzen parie la tête des Marocains

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

COUR D'ALGER



Le procès en appel d'Ali Ghediri reprogrammé pour aujourd'hui

P3

LES ENCLAVES DE CEUTA ET MELLILA POURRAIENT ÊTRE INTÉGRÉES DANS L'ESPACE SCHENGEN

Le Makhzen où le jeu pervers du risque de plonger des Marocains dans l'indigence

Déjà tendues, les relations entre Rabat et Madrid risquent de se tendre encore plus après l'appel du président de la ville de Ceuta, Juan Vivas qui a exhorté le gouvernement de son pays à intégrer l'enclave espagnole dans l'espace Schengen afin de mettre un terme à l'accès, sans visa des habitants marocains de Tétouan et Nador.

Le Maroc qui s'est livré à un mauvais jeu avec l'Espagne pour la pousser à épouser sa thèse de règlement du conflit du Sahara occidental, avait organisé une migration massive de clandestins au mois de mai 2021 vers les enclaves de Ceuta et Mellila. À cette époque de nombreux analystes avaient affirmé qu'à cours d'argument, le Makhzen avait adopté cette stratégie pour amener Madrid à négocier l'inviolabilité de ces enclaves avec le Maroc. Les services de sécurité marocains avaient fermé l'œil devant les marées de jeunes qui avaient pris d'assaut les plages de Ceuta et Mellila, ce qui prouve, selon des analystes, que « cette invasion » était préparée et couverte par des cercles officiels du gouvernement d'El-Othmani alors.

Il faut rappeler dans ce cadre que le Maroc qui peine à créer des opportunités d'emploi et qui peine à freiner la glissade dans la pauvreté de larges couches de son peuple, pourrait être emmené à oser d'autres « coups tordus », à l'adresse de l'Espagne qu'il continue de noyer de haschich produit dans la région du Rif. L'élimination de l'exception qui, dans le traité Schengen permet aux Marocains résidant dans les provinces de Tétouan et Nador d'entrer dans les villes autonomes sans avoir besoin de visa, continue d'être le "pari" de Juan Vivas pour atteindre l'objectif escompté "de faire fonctionner la frontière de manière efficace et adéquate en ce qui concerne le transit des personnes", précise le journal en ligne « Elfarodeceuta ». Selon la même source, le président de la ville de Ceuta a indiqué au Parlement local que "la question de Schengen doit s'inscrire dans un positionnement stratégique et global pour jeter les bases d'un avenir de sécurité, de stabilité et de progrès", notant que, "la suppression de l'exception actuelle serait une mesure



PH: DR

efficace". Soulignant que cette décision doit être prise par le gouvernement espagnol et élargie à l'autre enclave, Melilla, le président de la ville de Ceuta a fait savoir que ce dossier nécessite "l'unité ou un large consensus des forces politiques".

Il faut rappeler dans ce cadre que de nombreux marocains, habitant les régions de Tétouan et Nador, vivent de petits métiers qu'ils exercent dans des hôtels, habitations et autres commerces et exploitations agricoles des enclaves de Ceuta et Mellila. Mais en parallèle, de nombreux autres sont utilisés par les narcotrafiquants pour faire rentrer de petites quantités de drogue pour alimenter des dépôts clandestins de drogue en attendant son envoi, par « Go fast » vers l'Espagne. Des sources ont indiqué que la Gardia civile espagnole avait démantelé plusieurs de ces dépôts, généralement des garages pour bateaux de pêche implantés le long du littoral méditerranéen sur les côtes des enclaves. Le roi du Maroc qui dispose d'une richesse considérée comme l'une des plus importantes dans le classement du magazine Forbes, continue de « vivre au-dessus des moyens de son peuple » maintenu dans une pauvreté qui risque de provoquer dans les prochains mois une explosion sociale.

Son rapprochement avec Israël s'inscrit d'ailleurs dans le cadre des mesures préventives pour prévenir tous troubles pouvant ébranler les fondements de son trône. Actuellement la contestation gronde et si aujourd'hui son essence se trouve être la normalisation des rela-

tions diplomatiques avec l'entité sioniste, il n'est pas exclu qu'à l'avenir, il y'aura conjonction de toutes les contestations qui feraient voler en éclat, le triptyque « Allah, le roi, la patrie », qui avait permis aux marocains de supporter les frasques de la famille royale et les exactions du makhzen.

AU LENDEMAIN DE L'INVASION DES COTES DES ENCLAVES ESPAGNOLES (17 ET 18 MAI 2021), L'ESPAGNE AVAIT ENVISAGÉ, LE 10 JUIN DERNIER, D'INTÉGRER

Ceuta et Melilla dans le régime douanier de l'Union européenne et l'espace Schengen en riposte à cet incident. Une rencontre avait eu lieu entre le président de la ville de Ceuta, Juan Vivas et les secrétaires d'Etat pour la fonction publique et pour l'Union européenne, Victor Francos et Juan Gonzalez-Barba. Durant cette rencontre, Juan Gonzalez-Barba avait estimé que face "aux faits très graves qu'a connus la ville les 17 et 18 mai, avec l'entrée irrégulière de milliers de Marocains, le gouvernement central examine sérieusement l'abolition du régime spécial Schengen à Ceuta, qui le maintient en dehors du territoire commun de l'UE, et son inclusion dans l'Union douanière". C'est dire que le jeu malsain du Makhzen risque de faire perdre à des centaines de pauvres marocains la possibilité de vivre de petits métiers qu'ils pratiquaient dans les enclaves à la faveur d'un régime d'exception que leur accordaient les autorités espagnoles.

Slimane B.

LE ROI DU MAROC SOUFFRE D'INCONTINENCE URINAIRE

Une équipe médicale israélienne au chevet de M6

La révélation a fait l'effet d'une bombe dans le palais royal de Rabat d'autant plus qu'elle émane d'un allié stratégique, que l'est notamment, depuis l'avènement des accords d'Abraham, l'entité sioniste pour le royaume marocain. Le roi Mohammed VI, dont les rares apparitions publiques alimentent les folles spéculations au sujet de son état de santé, se révèle, effectivement, être gravement malade, à en croire une source israélienne, un homme de médias de son état, et néanmoins anciens député du parlement israélien. Jusque-là gardé dans le plus grand secret comme il en excelle le Makhzen dans ce domaine, l'état de santé du roi marocain, dont le discours du 6 novembre 2021 l'avait montré au grand jour sous son mauvais jour, est loin d'être rassurante à considérer l'information révélée par le journaliste Rafaël Teraz du quotidien hébreu « Haaretz ». Dans un tweet posté ce lundi, il affirme que le gouvernement israélien « a dépêché une équipe médicale spécialisée au Maroc pour soigner le roi Mohammed VI ». Et pour cause, le roi marocain « souffre d'une incontinence urinaire ». Un tweet, aussi laconique soit-il, fait remonter à la surface l'état de santé fort détérioré de M6, mais que les services du Makhzen tentent de cacher à l'opinion publique. Et le fait qu'il soit assisté par un staff médical d'urgence expédié depuis Israël confirme davantage la gravité de son état de santé.

D'ailleurs, et aussitôt atterrie sur les réseaux sociaux, les médias du Makhzen accusent directement le gouvernement israélien d'être à l'origine de ce qui serait une fuite délibérée d'une information extrêmement sensible. Ce journaliste a ainsi déclenché une réaction de colère répercutées par les relais des services marocains qui déplorent à leur dépend une violation du secret médical de surcroît que l'information médicale concerne le roi marocain lui-même. C'est d'autant plus que Rafaël Teraz n'est autre qu'écrivain pour le compte d'un certain André Azoulay, conseiller personnel de M6 entre 2007 et 2009. Mais, le Makhzen a beau tenté de voiler le vrai état de santé du Roi, il a fini par être révélé par celui censé être son allié mais qui, aux dernières nouvelles lui tourne le dos dans le dossier du Sahara occidental dont il refuse de reconnaître la supposé marocanité des territoires sahraouis occupés. En tout état de cause, il faudrait s'attendre à ce que cette affaire attise davantage les relations, à peine officialisées il y a un peu plus d'une année, entre l'entité sioniste et le royaume marocain.

Farid G.

EXPLOITATION ILLÉGALE DES RESSOURCES NATURELLES AU SAHARA OCCIDENTAL

126 organisations sahraouies saisissent l'UE

De nombreuses organisations de la société civile sahraouie ont saisi les hautes institutions de l'Union européenne pour dénoncer l'illégalité des activités économiques de l'UE et l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental occupé, sans le consentement du peuple sahraoui, estimant que ces activités aident à perpétuer une occupation illégale. Cent-vingt-six (126) organisations représentant un large échantillon du peuple sahraoui ont envoyé dimanche dernier, une missive à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et au président du Conseil euro-

péen, Charles Michel, dans laquelle elles dénoncent les activités économiques et l'exploitation des ressources naturelles dans les zones occupées du Sahara occidental, attirant l'attention sur des inexactitudes dans un récent rapport de l'UE qui allègue les "avantages" de telles activités. "Soyons clairs et simples : de telles activités sont illégales - puisque n'ayant pas obtenu le consentement du peuple sahraoui et ne constituant en aucun cas un avantage pour lui. Bien au contraire, ces activités des institutions de l'UE aident à perpétuer une occupation illégale, elle-même un acte d'agression et participe

aux efforts de l'occupant, à savoir le Maroc, pour annexer le Sahara occidental", ont écrit dans leur lettre les organisations. Dans ce contexte, les associations ont réaffirmé l'argument de "souveraineté" et le droit exclusif du peuple sahraoui de déterminer son statut juridique international, y compris celui de régir les activités économiques et les activités liées aux ressources naturelles de son territoire. "Nous acceptons que cette souveraineté soit incarnée dans nos institutions élues, y compris le gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en tant qu'État à part entière (...)

ainsi que le Front Polisario, en tant que représentant unique du peuple sahraoui selon les résolutions des Nations unies", ont plaidé les organisations. "Les activités de l'UE qui impliquent le Sahara occidental - sans un consentement actif et continu du peuple sahraoui - contreviennent directement à la souveraineté acceptée qui revient au peuple sahraoui, en vertu des articles 2 et 73 de la Charte des Nations unies. De telles activités contribuent indirectement à l'érosion de cette souveraineté par la puissance occupante (le Maroc)", ont-elles mis en garde.

R. I.

COURS ET EXAMENS SUSPENDUS À CAUSE DE LA COVID-19

Pas de présentiel à l'Université

Conséquence de la quatrième vague de la pandémie de la Covid-19 en Algérie, l'activité pédagogique en présentiel et les examens du premier semestre sont suspendus jusqu'au début du mois de février prochain, dans tous les établissements relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

L'annonce en a été faite hier par Boualem Saïdani, directeur de la formation et de l'enseignement supérieur au ministère. Il s'agit de la mise en œuvre des mesures prises lors de la réunion extraordinaire tenue il y a une semaine sous la présidence du président de la République et consacrée à l'évaluation de la situation épidémiologique suite à la propagation du Covid-19.

La décision de fermeture des universités avait été laissée aux chefs des établissements et des centres universitaires, en tenant compte du calendrier des examens et la possibilité de les reprogrammer au profit des étudiants. On sait que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait alors appelé les chefs des établissements relevant du secteur à procéder à une évaluation précise et exhaustive de la situation sanitaire au sein des établissements universitaires en vue de prendre une décision adaptée à la situation dans chaque établissement en décrétant la suspension des cours, le changement du mode d'enseignement, ou le report des examens. Le ministère avait souligné, la nécessité de "poursuivre l'opération de vaccination au sein de la communauté universitaire tout en maintenant le fonctionnement normal des instances scientifiques, pédagogiques et administratives de l'établissement universitaire,



afin de préserver les intérêts des étudiants et des professeurs, dont le travail doit respecter les mesures de prévention comme la distanciation, le port du masque, la désinfection et autres. Le ministère avait appelé à l'élaboration d'un bilan quotidien des cas suspects de Covid-19 au sein de la communauté universitaire via une plateforme électronique. Il en a donc résulté la suspension des activités pédagogiques et des examens. Lors de son passage, hier, à l'émission L'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, Boualem Saïdani a expliqué que la suspension des activités pédagogiques est accompagnée de la désinfection totale des lieux, l'évaluation régulière des taux de contamination, le report des examens, le remplacement des cours en présentiel par des cours à distance dans la mesure du possible, et la suspension de toutes les activités scientifiques et sportives. Les cours en ligne sont maintenus mais se heurtent, a souligné le directeur au ministère, aux difficultés liées au faible débit internet, au manque de moyens financiers de certains étudiants et aux difficultés d'adaptation de certains professeurs universitaires à cette nouvelle expérience de l'enseignement supérieur en Algé-

rie. Quant aux examens, de nouvelles dates seront annoncées ultérieurement. Le directeur de la formation et de l'enseignement supérieur, cité par l'APS, a évoqué l'éventualité de réduire le volume horaire des cours ou la durée des prochaines vacances. Les résidences universitaires devraient être vidées, sauf cas exceptionnels, entendre par là, sans doute, les étudiants étrangers et les résidents qui habitent loin ou les étudiants contaminés et confinés pour éviter la propagation du virus. Qu'en sera-t-il de la restauration de ces étudiants qui seraient maintenus sur les lieux puisque les restaurants universitaires seront fermés? Sur le taux de vaccination en milieu universitaire, la situation est analogue à ce qui est constaté au sein du reste de la société algérienne. Le taux est faible. Selon Boualem Saïdani, seuls 4% des étudiants, 20% des enseignants et 35% des travailleurs ont été vaccinés. Le 17 janvier, une deuxième campagne de vaccination contre la Covid-19 en milieu universitaire a été lancée au niveau de 14 établissements universitaires à travers le pays, après la première campagne qui a eu lieu en juillet dernier en plein été.

M'hamed Rebah

COUR D'ALGER

Le procès en appel d'Ali Ghediri reprogrammé pour aujourd'hui

Le procès en appel du général à la retraite, Ali Ghediri, programmé pour hier, à la Cour d'Alger, a été reporté pour aujourd'hui. Ce report est motivé par le mouvement de grève enclenché par les robes noires depuis le 13 du mois en cours, qui prendra fin aujourd'hui. Le 22 septembre 2021, le tribunal criminel de Dar El-Beïda, à Alger, avait condamné, l'ancien candidat à la présidentielle avortée d'avril 2019, à une peine de 4 ans de réclusion criminelle. Le procureur de la République, quant à lui, avait requis une peine de dix ans de prison ferme à son encontre. Le collectif d'avocat du détenu, ainsi que le parquet ont introduit un appel contre ce jugement. Pour rappel, le général à la retraite est poursuivi pour «participation en temps de paix à la démoralisation de l'armée dans le but de nuire à la défense nationale» conformément à l'article 75 du code pénal.

Le procès de l'affaire du groupe « Benamor » reporté au 2 février

Outre le procès d'Ali Ghediri, le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed a décidé, hier de reporter au 2 février prochain, le procès des accusés dans l'affaire du groupe agroalimentaire « Benamor ». Le report de ce procès intervient à la demande des accusés en raison de l'absence du collectif de défense. Sont poursuivis dans cette affaire les propriétaires du groupe ainsi qu'une vingtaine d'accusés, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d'argent, obtention d'indus privilèges et exploitation illégale de terres agricoles. Sarah O.

BOUSLIMANI EXHORTE LA PRESSE NATIONALE

« Redoubler d'efforts pour faire avorter tout projet visant à porter atteinte à notre pays »

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a appelé la presse nationale à redoubler d'efforts pour faire avorter tout projet visant à porter atteinte à l'Algérie. Evoquant la guerre électronique menée contre l'Algérie pour ses positions et sa défense des causes justes, M. Bouslimani a, dans un entretien accordé aux sites électroniques Algérie54 et El Djazair El Aan (Algérie maintenant), appelé la presse nationale à "redoubler d'efforts pour faire avorter tout projet visant à porter atteinte à notre pays". Il a appelé aussi les médias nationaux à "rester mobilisés autour du même objectif, à savoir la bataille de la prise de conscience et la défense des intérêts de la Nation".

M. Bouslimani a tenu à saluer les médias électroniques ainsi que le reste de la presse nationale "qui sont mobilisés pour constituer un front uni afin de promouvoir la véritable image de l'Algérie à l'échelle nationale et internationale". "Ce devoir national de la défense des principes de souveraineté et de cohésion nationale, dont font preuve, dans l'union et avec res-

ponsabilité, les acteurs des médias nationaux, démontre leur haut degré de professionnalisme et leur adhésion indéfectible au renforcement des liens entre le citoyen et ses institutions, ainsi qu'à la préservation des acquis de la nouvelle Algérie, une Algérie forte et prospère", a-t-il souligné.

Le ministre a indiqué que la presse électronique et les réseaux sociaux constituent des "armes redoutables" pour faire face aux campagnes de dénigrement et de désinformation, "à visée néocolonialiste, qui se veulent aussi un moyen de pression pour dissuader notre pays à renoncer à ses positions fermes et pérennes en faveur des nobles causes à l'instar de celles des peuples palestinien et sahraoui en quête d'indépendance". Des "guerres de 4ème génération" qui diffusent "à outrance des fake-news pour manipuler les opinions publiques afin de déstabiliser les sociétés", a soutenu M. Bouslimani, affirmant que c'est ce que "tentent vainement les ennemis de l'Algérie à l'instar du makhzen et ses relais en s'attaquant à notre pays et son institution militaire, distil-

lant de fausses informations, dérangés par nos grandes réalisations, l'union sacrée entre notre peuple et notre armée nationale populaire, notre souveraineté et notre liberté de prise de décisions".

LE PROJET DE LOI SUR L'INFORMATION FINALISÉ

Pour ce qui est des chantiers de la réforme du secteur, le ministre a fait savoir que le projet de la loi organique relative à l'information ainsi que celui de la loi sur l'activité audiovisuelle ont été finalisés et soumis à un examen d'étude de conformité juridique qui sera suivi par un débat au Parlement.

La prochaine étape, selon M. Bouslimani, sera consacrée à la préparation et l'élaboration des deux autres textes de lois, à savoir ceux relatifs à la publicité et au sondage d'opinion, qui sont programmés pour l'année en cours.

Le ministre a indiqué que la finalisation du cadre juridique régissant le secteur de la Communication n'est qu'une étape dans le parachèvement du processus de promotion de la presse nationale tel que prévu par le

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Il a tenu à affirmer que les rencontres qu'il avait tenues avec les représentants de l'ensemble de la presse nationale publique et privée (presse écrite, audiovisuelle, électronique ainsi que les imprimeurs) ont permis de déceler les véritables problèmes de la profession. Ces difficultés, a-t-il ajouté, "ne doivent en aucun cas être un prétexte pour empêcher nos médias d'aller de l'avant, sachant que notre objectif est de bâtir une presse nationale forte et professionnelle qui garantit une information crédible aux citoyens et défend les intérêts suprêmes du pays".

M. Bouslimani a rappelé que plus de 120 sites électroniques ont été enregistrés au niveau de son département ministériel depuis la parution de décret exécutif du 22 /11/ 2020 fixant les modalités d'exercice de l'information en ligne, soulignant que la presse électronique est une "exigence imposée par la technologie du numérique".

Sur un autre registre, le ministre a lancé un appel à tous les acteurs de la presse nationale afin de contribuer à la réussite du sommet des pays arabe qui aura lieu en Algérie et les Jeux méditerranéens prévus l'été prochain à Oran.

F. B.

Bouslimani affirme le soutien de l'État aux sites électroniques

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a déclaré que ses services se sont engagés dans des mesures pratiques pour permettre à la presse électronique d'obtenir le soutien nécessaire de l'État. Le ministre a, précisé, dans un entretien accordé aux sites électroniques « Algérie 24 » et « Algérie 54 », que ce soutien est comme une bouffée d'oxygène qui incitera les sites professionnels à redoubler d'efforts dans le cadre de la poursuite de leur noble métier de défense des intérêts supérieurs du pays et de valoriser les grandes réalisations de l'Algérie au niveau national et international. Sarah O.

UN MAILLON FORT POUR BRISER LA CHAÎNE DE PROPAGATION

Les prix des tests Covid-19 sont inaccessibles !

Alors que dans d'autres pays, la problématique ne se pose même pas, en Algérie il faut dire qu'en dépit de la situation sanitaire exceptionnelle, l'on parle tout de même de marge bénéficiaire appliquée sur les différents moyens de dépistage du Covid-19.



Un état de fait qui fait que les prix des tests PCR ou d'antigénique établis en laboratoires ou vendus en

pharmacie restent jusqu'au jour d'aujourd'hui inaccessibles pour la majorité des Algériens.

En effet, après plus de deux ans de pandémie et plusieurs périodes de pics des contaminations comme celles que nous enregistrons en ce moment, les prix des différents moyens de dépistage du covid-19 continuent d'être chers. Alors que les tests pcr sont appliqués à 8000 DA voire à 9000 DA dans les labos, les prix des antigéniques ne sont également pas accessibles et varient de 3000 à 4500 DA d'un labo à un autre et d'une pharmacie à une autre. Et le fait que ces tests ne soient pas remboursables par la sécurité sociale a suscité encore plus le désarroi des familles algériennes, souvent appelées à les effectuer pour l'ensemble de ses membres. Face aux

« accusations » qui leur sont portées, de profiter de la situation actuelle pour se faire des gains, le porte-parole de l'Association nationale des pharmaciens algériens, Abdellah boulegroune, a estimé que « les prix appliqués sur ces tests au niveau des officines sont beaucoup moins chers que dans les laboratoires d'analyses ». Selon lui, le pharmacien « ne bénéficie pas d'une grande marge de bénéfice », contrairement dans aux laboratoires, et cette marge, a-t-il poursuivi, « est fixée par l'État ». Toujours dans ce cadre d'idées, la même source a relevé que les prix « ont nettement baissé comparant à l'année dernière après que les autorités aient décidé de les fixer ». Pour de nombreux citoyens, le prix n'étant pas à la portée des ménages, qui au

signalement d'un cas, les autres membres de la famille devront effectuer le test, ils sont souvent dans l'incapacité de le faire, en raison de la facture salée, pour 4 ou 5 personnes dans la même famille et se retrouvent dans l'attente de la manifestation des symptômes... Boulegroune a souligné, d'autre part, que le rôle des pharmacies d'officines en cette période de pandémie « est crucial » notamment à travers le dépistage du covid en plus des campagnes de vaccination contre le virus.

«FORTE DEMANDE SUR LES MÉDICAMENTS ANTI-COVID19»

Par ailleurs, le porte-parole de l'association nationale des pharmacies d'officines a fait état d'une forte pression, enregistrée depuis plusieurs jours, sur les médicaments figurant dans la protocole de lutte contre le covid-19. La demande touche le Paracétamol, le Lovenox, le farenox, et les différentes vitamines prescrites par les médecins. La même source a toutefois écarté l'existence de toute pénurie contrairement à ce qui a été vécu lors de la précédente vague. Selon lui, de grandes dispositions ont été prises au niveau des pharmacies en préparation à cette nouvelle vague, à l'instar du renforcement des stocks, a-t-il souligné.

Ania Nch

POINT COVID-19 2 162 nouveaux cas, 1 064 guérisons et 10 décès

2162 nouveaux cas confirmés de Covid-19, 1064 guérisons et 10 décès ont été enregistrés hier en Algérie, selon le communiqué quotidien du ministère de la Santé. Du coup, le total des cas confirmés s'élève ainsi à 243 568, celui des décès à 6 626 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 162 743 cas. Au titre des patients en réanimation, 46 malades sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source, ajoutent, en outre, que 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 12 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 28 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Enfin, le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen "vigilance et respect" des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

R. S.

DÉPISTAGE DE LA COVID-19

Le Dr. Akhamouk met en garde contre les faux résultats

Le Dr Lyès Akhamouk, membre du comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19 a appelé hier à respecter les délais de dépistage du Covid-19 chez les sujets présentant des symptômes de contamination au virus, et ce afin d'éviter les faux résultats ou les faux négatifs. Selon Akhamouk, il a été en effet constaté, notamment en cette période de forte propagation du variant omicron, que beaucoup de résultats étaient faux

en raison de leur élaboration avant l'apparition des premiers symptômes ou après leur disparition. L'intervenant de la Radio nationale a expliqué que cette problématique a été enregistrée chez les malades covid déjà vaccinés et chez qui le virus est présent avec un pourcentage très faible. De ce fait, il recommande de respecter toutes les mesures de prévention et de se confiner même si les résultats des tests se révèlent négatifs.

Ania Nch.

FRUITS ET LÉGUMES

Les prix augmentent en absence du contrôle

La cherté de la vie exaspère les citoyens dans le pays, qui se retrouvent à nouveau confrontés à une augmentation surprise et injustifiée des prix des fruits et légumes. Les prix passent ainsi au-delà le pouvoir d'achat du citoyen et ce en l'absence, malheureusement du contrôle de la part des autorités compétentes, notamment les départements du Commerce et de l'Agriculture. En effet, avec un revenu très bas, il est devenu presque impossible de s'acquitter de ces aliments, qui s'avèrent être pourtant essentiels pour le maintien d'un certain équilibre, même si au marché tous les produits sont fournis en quantités, la baisse du pouvoir d'achat empêche des ménagères à remplir comme il faut le couffin, et ce en l'absence d'une réelle régulation et contrôle. Cependant, il suffit d'une petite virée aux marchés pour se rendre compte que la flambée des prix reprend de

plus belle, malgré le recul de l'argumentaire de l'offre face à la demande, les commerçants de cette filière affirment que la disponibilité est suffisante, ce qui confirme que ce n'est pas la règle du marché. Notant que ce sont les vendeurs ambulants et ceux qui détiennent un local qui se côtoient et exercent une concurrence déloyale. Selon la version de l'un d'eux, « la raison première de cette hausse reste le stockage, une opération pratiquée par les agriculteurs qui détiennent le monopole et imposent ainsi leur diktat ». L'aliment le plus significatif est la pomme de terre, indispensable à la préparation de tous les plats des ménagères, dont le prix a stagné à 80 DA après avoir atteint 114 DA en septembre et octobre passés. Outre, la pomme de terre, pourtant cultivée massivement dans certaines régions du pays, les autres légumes ont également subi des hausses

de leurs prix, comme la tomate, vendue à 120 DA/kg, le poivron à 117 DA ou encore la carotte proposée à 70 DA/kg, tandis que la courgette fixée à 150 DA quant aux fruits, les agrumes comme l'orange est vendue à 115 DA/ kg. Rappelant qu'afin d'assurer la disponibilité du produit à des prix abordables, les autorités concernées ont opéré en mois d'octobre plusieurs opérations de déstockage de la pomme de terre pour sa mise sur les marchés de gros et de proximité au prix plafonné de 50 DA/kg. À la fin, et avec l'absence du contrôle rigoureux sur le terrain notamment des départements du commerce et celui de l'agriculture, le simple consommateur reste la seule victime de ce circuit qui paye le plus souvent le prix de la spéculation et de la mauvaise gestion des autorités figées face à ce phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur.

Sarah Oubraham

EN RAISON DE L'EXPLOSION DES CONTAMINATIONS COVID-19 Les soldes d'hiver officiellement gelés

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à geler la période des soldes pour la saison d'hiver en cours. Celle-ci est, par voie de conséquences, reportée à une date ultérieure. Aussi, les opérateurs économiques concernés par cette décision de report sont tenus de s'adresser à la direction régionale compétente du commerce afin de procéder à l'annulation de l'autorisation en rapport avec les soldes. À noter que cette décision a été prise en raison de la dégradation de la situation sanitaire marquée en ce moment par une explosion des cas de contaminations au covid19 et ses variants. La mesure a pour objectif d'éviter tout rassemblement des citoyens pouvant compliquer d'avantage les choses.

Ania nch.

EXAMENS DU BAC ET DU BEM Les sites web dédiés aux candidats libres rouverts du 1er au 15 février

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé la réouverture des sites électroniques réservés aux candidats libres au Baccalauréat et au Brevet d'enseignement moyen session 2022, du 1er au 15 février prochain, pour leur permettre de vérifier l'exactitude de leurs informations personnelles, a indiqué un communiqué du ministère. Le ministère de l'Éducation nationale informe l'ensemble des candidats libres aux épreuves du Baccalauréat et du BEM session 2022 de la réouverture des deux sites : <https://bac.onec.dz> <https://bem.onec.dz> et ce à partir de mardi prochain, 1er février jusqu'au 15 du même mois, pour leur permettre de vérifier l'exactitude de leurs informations personnelles, notamment les nom, prénom, date et lieu de naissance", précise le communiqué. "En cas d'erreurs, les candidats sont tenus d'informer, par écrit, la direction de l'Éducation concernant les corrections apportées", note le communiqué, précisant que "pour les candidats inscrits à l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), ces derniers doivent en informer le centre régional relevant de l'ONEFD, et ce, avant mardi 22 février 2022, dernier délai". Il est précisé aussi "qu'une fois le délai épuisé, les candidats porteront l'entière responsabilité de toute erreur non relevée dans les délais fixés". "L'examen de l'Éducation physique et sportive pour les candidats libres aura lieu durant la période allant du 08 mai au jeudi 19 mai 2022", lit-on encore dans le communiqué. Les candidats libres, y compris ceux inscrits à l'ONEFD, sont appelés à retirer leurs convocations pour les deux épreuves précitées via les sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC) à compter du dimanche 17 avril 2022".

R. S.

SOUTENU PAR LA CRISE UKRAINIENNE

Les prix du pétrole repartent à la hausse

Les cours du pétrole ont repris de la hauteur, soutenus par les derniers développements de la crise ukrainienne, qui se superposent à un marché déjà inquiet d'une offre insuffisante.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, contrat le plus échangé à Londres, a gagné 2,23% pour finir à 88,20 dollars. À New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), également pour échéance en mars, a lui pris 2,74% pour clôturer à 85,60 dollars. "Cette situation fait clairement peser un risque d'une réduction de l'offre", a souligné Robert Yawger, responsable des contrats à terme sur l'énergie chez Mizuho Securities. "La Russie exporte cinq millions de barils par jour. Donc il suffit qu'on ait des sanctions ou des problèmes d'acheminement, un oléoduc qui explose ou un terminal de stockage qu'on ferme" pour que l'offre se contracte, a poursuivi l'analyste. Le marché mondial de l'or noir "est déjà tendu, donc on ne peut pas se permettre de perdre un baril de plus", a insisté Robert Yawger. Après la mise en alerte de 8 500 militaires



américains, lundi, les forces armées russes ont lancé mardi une nouvelle série de manoeuvres à proximité de l'Ukraine et en Crimée annexée. Mardi toujours, un haut responsable américain a mis en garde Moscou contre toute "instrumentalisation" de ses ventes d'hydrocarbures. "La Russie a au moins autant besoin des revenus du gaz et du pétrole que l'Europe a besoin de ses livraisons d'énergie", a déclaré le responsable. Après avoir accompagné, lundi, dans le rouge les marchés actions, qui ont eux fini par se redresser, les cours du brut ont changé résolument de cap mardi alors que Wall Street évoluait en

ordre dispersé. La Russie n'est pas le seul pays producteur sur lequel les investisseurs ont les yeux braqués, a rappelé Louise Dickson, analyste du cabinet Rystad Energy. Les Émirats arabes unis, plusieurs fois attaqués ces derniers jours par des tirs des rebelles Houthis du Yémen, ou la Libye, qui n'a toujours pas de date pour ses élections, ce qui bloque une partie de la production, sont aussi scrutés. La publication mercredi du rapport hebdomadaire sur les stocks américains de brut pourrait pousser le marché à flirter de nouveau avec les sommets de 7 ans établis la semaine dernière, selon Robert Yawger (89,50 dollars pour le

Brent). Les analystes tablent sur une baisse de 800 000 barils, selon le consensus établi par l'agence Bloomberg, ce qui serait la huitième baisse en neuf semaines. Un recul d'au moins 600 000 barils inscrirait les réserves au plus bas depuis 2018, selon Robert Yawger. Pour Edward Moya, analyste d'Oanda, un discours ferme de la Banque centrale américaine (Fed) mercredi à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire pourrait cependant "pousser le marché à fuir le risque, un mouvement auxquels même les prix du pétrole ne pourraient pas se soustraire".

R. E.

SELON LE SG DE L'ONU 50 millions de personnes exposés aux conflits en milieu urbain

Les civils courent un risque beaucoup plus élevé d'être tués ou blessés lorsque les hostilités se déroulent dans les villes, a déclaré le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, faisant état de plus de 50 millions de personnes "confrontées aux conflits en milieu urbain". Prenant la parole devant les membres du Conseil de sécurité lors d'une réunion consacrée aux situations de conflit dans les contextes urbains, le chef de l'ONU les a exhortés mardi à tenir compte des défis de la guerre urbaine et demander des mesures de protection spéciales. Il les a également appelés à utiliser tous les moyens à leur disposition "pour mettre fin aux dommages tragiques et évitables causés aux civils". "Plus de 50 millions de personnes sont aujourd'hui confrontées aux conflits en milieu urbain et aux dangers qui leur sont propres", a-t-il déploré, notant que lorsque des armes explosives sont utilisées dans des zones habitées, "environ 90% des personnes tuées ou blessées sont des civils". "Ces armes peuvent avoir des effets dévastateurs sur les civils, dans l'immédiat, ainsi qu'à long terme", a-t-il averti, déplorant l'existence de nombreuses victimes atteintes de handicaps permanents et de graves traumatismes psychologiques, outre les agressions contre des infrastructures d'eau, d'électricité et d'assainissement, et les services de santé "gravement compromis". Citant en exemple Gaza, M. Guterres a rappelé que des dizaines d'écoles et de centres de soins ont été endommagés dans l'enclave palestinienne, l'année dernière, et près de 800 000 personnes ont perdu l'accès à l'eau courante, "ce qui a accru le risque de maladies tout en entravant davantage les soins de santé". Il a également évoqué l'Afghanistan, où "une attaque aux explosifs devant un lycée de Kaboul en mai dernier a entraîné la mort de 90 élèves, principalement des filles, et fait 240 blessés". Selon le chef de l'ONU, les conflits en milieu urbain vont bien au-delà des conséquences immédiates qu'ils ont pour les civils. La guerre urbaine force des millions de personnes à quitter leur foyer, contribuant ainsi à un nombre record de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Aussi, les engins non explosifs et les millions de tonnes de débris occasionnés par la guerre en milieu urbain présentent des risques tant pour l'environnement que pour la santé des populations. En outre, la destruction massive dans les zones urbaines fait reculer le développement de plusieurs décennies, sapant les progrès vers les Objectifs de développement durable. "Quatre ans après la destruction de 80% des habitations à Mossoul, en Irak, on estime que 300 000 personnes sont toujours déplacées", a encore déploré le chef de l'ONU, appelant toutes les parties "à pleinement respecter" le droit humanitaire international. Il a en outre rappelé que "les attaques contre des civils ou des infrastructures civiles, les attaques aveugles et l'utilisation de civils comme boucliers humains sont interdites".

R.I

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent dépasse les 87 dollars le baril

Les prix du pétrole montaient légèrement hier avant la publication des données hebdomadaires sur les stocks commerciaux américains dans un marché galvanisé par les tensions en Ukraine et au Moyen-Orient qui menacent l'offre d'or noir. Vers 10H30 GMT le prix du baril de Brent pour livraison en mars grimpeait de 0,80% à 87,88 dollars. À New York,

le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, gagnait 0,63% à 86,14 dollars. Le marché du brut s'approche peu à peu des sommets pluriannuels atteints la semaine dernière à 89,50 dollars pour le Brent et à 87,91 dollars pour le WTI. Les prix sont soutenus par « l'appréhension croissante que les problèmes d'ap-

provisionnement actuels puissent s'aggraver en raison de l'escalade des tensions entre la Russie et l'Occident au sujet de l'Ukraine et de la menace d'attaques militaires contre les infrastructures au Moyen-Orient », explique Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades.

Sarah O.

AIDES HUMANITAIRES

L'Algérie expédie une troisième cargaison au Mali

Une troisième cargaison d'aides humanitaires a été envoyée, hier, par l'Algérie au Mali, pays frère, à partir de la base aérienne de Boufarik en 1ère Région militaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de la poursuite des opérations d'acheminement des aides humanitaires octroyées par le Croissant rouge algérien au Croissant rouge

malien, au profit du Mali, pays frère, une troisième cargaison constituée de 29 tonnes de denrées alimentaires a été chargée, mercredi 26 janvier 2022 au niveau de la base aérienne de Boufarik dans la 1ère Région militaire, à bord d'un avion-cargo de l'armée de l'air algérienne, en direction de l'aéroport de Bamako au Mali", précise le communiqué. Ces opérations d'acheminement "tra-

duisent encore une fois l'accompagnement par l'Armée nationale populaire de toutes les initiatives humanitaires et son engagement permanent à s'acquitter de ses nobles missions", ajoute la même source. Ces aides humanitaires fournies par l'État algérien au profit du peuple malien "reflètent l'attachement de l'Algérie à raffermir les liens d'amitié et à prêter aide au peuple malien frère". La pre-

mière cargaison d'aides humanitaires, constituée de 23 tonnes de denrées alimentaires et de 300 000 doses de vaccin anti-Covid-19, avait été envoyée lundi vers le Mali, à partir de la base aérienne de Boufarik (1ère région militaire), alors que la deuxième cargaison (acheminée mardi) était constituée de 27 tonnes de nourriture et de 100 000 doses de vaccins.

R.N.

ZONES HUMIDES

L'Algérie célébrera mercredi prochain la journée mondiale

L'Algérie célébrera le 2 février prochain la Journée mondiale des zones humides sous le thème "Agir pour les zones humides, c'est agir pour la nature et les humains", a indiqué hier la Direction générale des Forêts, dans un communiqué.

À l'occasion de cette journée, la DGF a souligné la nécessité de préserver les zones humides précisant, qu'il appartient à chacun de protéger cet "écosystème précieux et de

le gérer d'une manière rationnelle et de le restaurer le cas échéant". "Il est temps d'investir davantage dans les zones humides par des actions qui rentrent dans le cadre du développement durable, a ajouté la DGF dans son communiqué. Pour cette année, la DGF a énuméré trois messages clés qui seront soulignés dans le cadre de cette célébration. Il s'agit de la valorisation des zones humides pour les multiples avantages et les

solutions fondées sur la nature qu'elles offrent pour le bien être de la planète et des êtres humains, de gérer et utiliser les zones humides de manière rationnelle, ainsi que de restaurer les zones humides détruites ou dégradées pour faire renaître la richesse de la biodiversité qu'abritent ces écosystèmes indispensables au maintien de la vie. Dans ce cadre, la DGF a mis en exergue la nécessité d'intensifier les efforts et d'investir dans la

conservation, la gestion rationnelle et la restauration des zones humides, ce qui constituera, a-t-elle mentionné, "une solution efficace pour atteindre le niveau d'adhésion nécessaire pour endiguer les crises de la biodiversité et du climat et de profiter de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes afin d'inverser le déclin des zones humides naturelles d'ici 2030.

R.N

IL RISQUE D'ÊTRE RECALÉ DU GROUPE QUI AFFRONTERA LE CAMEROUN

Benrahma rate sa énième chance en sélection

L'inefficacité qui a marqué les prestations de la sélection algérienne lors de la CAN a poussé l'entraîneur national, Djamel Belmadi, à opérer des changements offensifs à chaque rencontre.



Et dans l'espoir d'y remédier, le coach national a opté pour deux schémas et des joueurs à de nombreux postes. Parmi les changements opérés à l'occasion de la troisième rencontre face à la Côte d'Ivoire, on peut citer la titularisation de Benrahma pour la première fois dans cette épreuve. Le driver national a préféré le joueur de West Ham sur Brahimi, tout en alignant l'habituel ailier gauche des Verts, Youcef Belaïli derrière l'avant-centre Bounedjah. On sait tous que les stats de Benrahma avec le maillot national sont peu reluisantes depuis sa toute première sélection en 2015 sous les ordres de Gourcuff. Belmadi a tenté le tout pour le tout en espérant avoir raison, mais encore une fois, ça n'a pas marché.

Benrahma devait pourtant se saisir de cette énième chance que lui a accordée Belmadi pour s'imposer enfin en sélection, sauf qu'il est complètement passé à côté.

Aligné sur le côté gauche, dans sa position préférée, il n'a pas été bon. D'ailleurs, Belmadi n'a pas tardé à le faire sortir. Il a joué une toute petite mi-temps sans montrer quoi que ce soit. Un triste constat pour un joueur pourtant très doué, qui s'est vite adapté au jeu anglais et à son engagement physique légendaire, mais qui a eu du mal à s'imposer ailleurs, en sélection, que ce soit sur de belles pelouses ou même des pelouses comme celle de Japoma, où la circulation du ballon n'était pas bonne.

Benrahma, qui a débuté cette CAN

dans son statut habituel de doublure, s'est retrouvé dans une situation plus compliquée après le retour de Brahimi chez les A. Les deux jouent sur le même côté au même titre que Belaïli, avec des options en plus pour l'Oranais et le joueur d'Al Rayane, capables d'évoluer en position axiale.

Cette situation n'est pas pour aider Benrahma à l'avenir, d'autant plus qu'il a manqué la énième occasion accordée par Belmadi pour se racheter. Comme l'EN n'a pas donné satisfaction à la CAN et que le changement est désormais inévitable, le joueur de West Ham pourrait faire partie des éléments à écarter dès le rendez-vous de mars, laisse-t-on entendre dans les milieux des Verts.

Hakim S.

À L'APPROCHE DE LA FERMETURE DU MERCATO EUROPÉEN

Belaili tient ses fans en haleine

L'international algérien, Youcef Belaïli, a rejeté une nouvelle offre d'un club de Ligue 1 française, alors qu'il ne reste qu'une semaine avant la fermeture du marché des transferts d'hiver en Europe. Le fait que le natif d'Oran soit toujours sans club depuis la résiliation de son contrat avec le Qatar SC le mois dernier, ne l'a pas pour autant incité à accepter cette nouvelle offre, lui qui ne cesse de réitérer que son ambition majeur est de jouer dans le vieux continent.

Il faut dire que Belaïli, à l'image de ses coéquipiers en sélection nationale, a réalisé une performance décevante avec les Verts dans la Coupe d'Afrique des Nations qui se poursuit au Cameroun, après avoir été éliminé dès le premier tour du tournoi. Un véritable gâchis pour le joueur qui avait tablé justement sur cette messe footballistique continentale pour faire augmenter sa côte et taper dans les yeux des recruteurs, pour qu'il puisse se mettre dans une position de force à l'occasion de l'actuel mercato.

Des sources concordantes ont indiqué que le père de Youcef Belaïli, qui est en même temps son agent, a rejeté une offre du club fran-

çais de Bordeaux, au motif que ce dernier peine à rester en Ligue 1 française. Cette situation n'arrange pas beaucoup l'ailier gauche algérien, qui cherche une meilleure offre, aussi bien sur le plan financier que sportif, étant donné qu'il ne veut pas risquer de signer pour une équipe qui pourrait se retrouver en deuxième division la saison prochaine.

En fait, l'ancien joueur de l'USMA et du MCO a également décliné une offre d'un autre club français qui lutte pour son maintien parmi l'élite, en l'occurrence, l'AS Saint-Etienne pour les mêmes raisons également.

Par ailleurs, d'autres sources bien informées et au



fait du dossier de Belaïli ont révélé que ce dernier a tranché sur sa prochaine destination d'une manière quasi finale, sans dévoiler l'identité du club pour lequel il jouera, se contentant de souligner que son avenir sera européen.

Cela conforte les propos de l'entraîneur national, Dja-

mel Belmadi, qui avait déclaré lors de sa dernière sortie médiatique peu avant qu'il quitte Douala pour rentrer en Algérie à l'issue de la mésaventure algérienne dans la CAN, que Belaïli ne devrait pas tarder à s'engager avec un nouveau club.

En tout cas, l'enfant d'El Bahia doit faire vite pour espérer faire partie du groupe qui défiera en mars prochain le Cameroun à l'occasion de la double confrontation comptant pour les barrages qualificatifs pour le prochain Mondial. En attendant, Belaïli continue de tenir tout le monde en haleine à l'approche de la fin du mercato européen.

H. S.

FAF

Réunion mensuelle du BF lundi prochain

L'e Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) tiendra lundi prochain la réunion mensuelle statutaire au niveau du siège de l'instance fédérale à Dely-Ibrahim (10h00), a indiqué hier, un communiqué de la FAF. Plusieurs points seront débattus lors de cette réunion statutaire à commencer par l'adoption du procès-verbal de la session du 30 décembre 2021, ainsi que le bilan de la participation de l'équipe nationale à la CAN-2021 au Cameroun. Cette réunion sera également l'occasion pour la présentation des rapports des ligues et des commissions, à savoir la Ligue de football professionnel (LFP), la Ligue nationale de football amateur (LNFA), la Ligue inter régions de football (LIRF), la Ligue nationale de football féminin (LNFA), la commission fédérale d'arbitrage (CFA), la commission médicale fédérale, la direction technique nationale (DTN) et la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL). Les membres du bureau fédéral aborderont les rapports des commissions des finances, du football professionnel, de coordination des ligues, du football amateur, du Futsal et Beach-soccer, des infrastructures, du statut du joueur et du football féminin, conclut le communiqué de la FAF

**S
T
R
O
P
S**

CAN-2021

RIYAD MAHREZ REVIENT SUR L'ÉLIMINATION DES VERTS

«On reviendra plus forts.. soyez en sûrs»

L'international algérien Riyad Mahrez a promis mercredi que lui et ses coéquipiers de la sélection nationale de football reviendront "plus forts" après leur élimination au premier tour de la CAN-2021, estimant que les Verts visent désormais une qualification pour la Coupe du monde 2022 afin de "rendre le peuple fier".

Cette compétition (la CAN-2021, ndlr) nous aura servi de rappel, et on reviendra plus forts de cela soyez en sûrs. On rendra le peuple fier encore dans les matchs importants qui arrivent pour pouvoir aller à la Coupe du monde inchallah", a tweeté le capitaine de la sélection algérienne sur son compte officiel. La sélection algérienne (tenante du titre) avait été éliminée dès la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des nations qui se déroule au Cameroun, en terminant à la dernière place du groupe E avec un seul point récolté face à la Sierra Leone (0-0), contre deux défaites face respectivement à la Guinée équatoriale (1-0) et la Côte d'Ivoire (3-1). "Salam à tous, j'ai attendu quelques jours avant de poster sur les réseaux mais je pense que c'est important que vous ayez notre ressenti par rapport à cette grosse déception et notre déception. On ne va pas se chercher d'excuses malgré les conditions : on a tout simplement pas été



au niveau, moi le premier", a-t-il écrit, ajoutant "Quand tout se passait bien, que nous gagnions et qu'on était en haut, tout le monde était derrière nous et encore beaucoup de nos frères, fans, compatriotes sont derrière nous aujourd'hui.. mais je lis beaucoup de message négatifs, et ça montre encore une fois que le foot va très vite dans les deux

sens". "Merci à tous ceux qui nous soutiennent dans les bons comme dans les mauvais moments. Tahia Djazair'forever", a-t-il conclu. Les Verts vont désormais se pencher sur la prochaine double confrontation contre les Lions indomptables du Cameroun en mars prochain avec l'objectif de se qualifier pour la Coupe du monde 2022 au Qatar.

BOUSCULADE MORTELLE AVANT LE MATCH CAMEROUN-COMORES

Un "chaos terrible", la CAF exige une enquête

La Confédération africaine de football (CAF) a délocalisé en catastrophe un quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations et exigé du Cameroun une enquête approfondie mardi, au lendemain de la bousculade qui a fait huit morts à l'entrée du grand stade d'Olembé de Yaoundé. "Je dis que la rencontre prévue dimanche au stade d'Olembé (un quart de finale, NDLR) n'aura pas lieu, elle se jouera au stade Ahmadou Ahidjo", a déclaré mardi Patrice Motsepe, le président de la CAF, lors d'une conférence de presse. "Il faut mettre en place une commission pour enquêter immédiatement sur ce qui s'est passé et pour savoir qui était censé faire quoi et qui ne l'a pas fait, n'a pas rempli des obligations. Et nous voulons leur rapport d'ici à vendredi", a déclaré M. Motsepe. Il a jugé "inexplicable" la décision de garder une des portes d'entrée fermée, qui est responsable selon lui de la bousculade mortelle. "Si cette porte avait été ouverte comme elle aurait dû l'être, nous n'aurions pas eu le problème que nous avons à présent, ces pertes de vie. Qui a fermé cette porte ? Qui est responsable de cette porte?", s'est-il interrogé. "Ce n'est qu'après le rapport détaillé qu'on prendra la décision de retourner ou non à Olembé", le plus grand stade du pays, bâti pour l'occasion et où sont prévues une demi-finale jeudi et la finale le 6 février, a-t-il prévenu. "Il y aura une tolérance zéro" pour des situations "qui pourraient entraîner des blessures et des décès au stade", a prévenu le chef du foot africain.

MINUTE DE SILENCE

Mardi, les équipes présentes sur la pelouse pour la suite des 8e de finale ont observé une minute de silence et porté des brassards noirs en hommage aux victimes. D'abord dans l'après-midi à Bafoussam pour le match Sénégal-Cap-Vert. Puis dans la soirée pour Maroc-Malawi au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. Un message "Nos condoléances à toutes les familles", signé de la CAF était aussi diffusé sur les écrans publicitaires. La veille, le pays hôte s'appretait à jouer son 8e de finale contre les Comores au grand stade d'Olembé de la capitale lorsqu'un mouvement de foule à une porte d'entrée au moins a précipité des dizaines de fans à terre, avant que d'autres ne leur marchent dessus, selon des témoignages convergents recueillis par l'AFP, qui évoquent des forces de sécurité et du personnel sanitaire "dépassés par les événements". Le professeur André Omgba Eballe, directeur de l'hôpital du district d'Olembé, était allé au match et attendait devant la porte Sud, puis a rallié son établissement pour recevoir des dizaines de blessés. "C'était un afflux incroyable, je n'avais jamais vu autant de monde devant ce stade", témoigne le médecin au micro de l'AFP. "C'est quand la police a ouvert les grilles que les uns sont tombés et les autres leur ont marché dessus", poursuit-il. "Là, j'ai vu le courage des Camerounais, c'était vraiment de la débrouillardise, j'ai vu des gens en réanimant d'autres, d'autres faire du bouche-à-bouche, sinon on aurait eu plus de morts", raconte le professeur, avant de lâcher: "Devant les grilles, la police et le contrôle sanitaire ont été dépassés par les événements." Comme pour la plupart des rencontres de la sélection nationale, des milliers de supporters étaient massés devant le complexe d'Olembé, certains munis d'un billet, d'autres non, dans l'espoir de rentrer, assurent le professeur Eballe et d'autres témoins.

ECRASÉ

Le stade de 60.000 places a été spécialement construit pour la CAN. Pour éviter la propagation du coronavirus, une jauge de remplissage des stades à 60% a été instaurée, augmentée à 80% quand jouent les Camerounais, et les supporters doivent présenter conjointement un certificat de vaccination et un test négatif. Le système de sécurité prévoit trois rangées de contrôle, un alignement de barnums pour la vérification des pass sanitaires, un autre pour les feuilles de sécurité et un troisième avec des grilles de 2m50 de haut pour la vérification des billets. "Les gendarmes nous demandaient de nous mettre en rang mais il y avait des indisciplinés qui disaient: +Poussez, poussez+", décrit André Djoko devant l'hôpital de district d'Olembé. "Alors les premières personnes sont tombées, les autres leur montaient dessus pour passer et d'autres montaient sur la barrière. Ceux de devant disaient: +Vous êtes en train d'écraser des personnes+ mais ils n'écoutaient pas", ajoute le jeune homme, la joue barrée de peinture aux couleurs du Cameroun.

LIGUE 1 (15E JOURNÉE)

Le CR Belouizdad consolide sa place de leader

Le CR Belouizdad, vainqueur à l'arraché devant le RC Relizane (2-0), a consolidé sa place de leader de la Ligue 1 de football, profitant du match nul (1-1) de ses poursuivants la JS Saoura et l'ES Sétif, mardi à l'occasion de la 15e journée.

Le double champion d'Algérie en titre a dû attendre les deux dernières minutes de la rencontre et l'expulsion du défenseur Aich Rabah (88e) pour arracher la victoire face au RC Relizane (15e - 13 pts). C'est d'abord Dadache qui a ouvert le score sur penalty à la 89e minute, avant que Khalfellah ne double la mise dans le temps additionnel (90e+1e). A la faveur de cette victoire le CRB (33 points) porte son avance à cinq points en tête de classement, après le match nul (1-1) de ses poursuivants directs la JS Saoura (2e - 28 pts) et l'ES Sétif (3e - 27 pts), qui n'ont pas réussi à se départager dans l'affiche de cette 15e journée. De son côté, l'US Biskra (25 pts) n'a pas raté l'occasion de recoller au peloton de tête pour renouer avec le succès en s'imposant devant l'O Médéa (2-1), rejoignant le CS Constantine tenu en échec par l'HB Chelghoum Laid (1-1), à la 4e place du classement. Dans le derby algérois, l'USM Alger (9e - 23 pts) a battu le Paradou AC (2-1), grâce à un doublé de Belkacemi (24e, 32e), prolongeant ainsi sa belle série de cinq matchs sans défaite (3 victoires, 2 nuls) avec un match en retard face à la JS Kabylie programmé le 2 février au stade Omar Hamadi, alors que le PAC qui compte deux matchs en retard, reste coincé à la 7e place du classement. Dans la lutte pour le maintien, le RC Arbaâ (10e - 17 pts) et le MC Oran (11e - 15 pts) vainqueurs, respectivement, devant le NA Hussein Dey (3-1) et NC Magra (2-1), ont réalisé une bonne



opération en quittant la zone de relégation, désormais occupée par leurs adversaires du jour. Pour sa part, l'ASO Chlef a dominé la lanterne rouge le WA Tlemcen (4-0) et remonte au 12e rang occupé conjointement avec le NAHD et l'O Médéa. Cette 15e journée a été amputée du "Clasico" entre la JS Kabylie et la MC Alger, en raison de la participation des Canaris à la Coupe de la Confédération africaine (CAF).

Résultats et classement

US Biskra - Olympique de Médéa 2-1
ASO Chlef - WA Tlemcen 4-0
USM Alger - Paradou AC 2-1
MC Oran - NC Magra 2-1
HB Chelghoum Laid - CS Constantine 1-1
CR Belouizdad - RC Relizane 2-0
RC Arbaâ - NA Hussein Dey 3-1
JS Saoura - ES Sétif 1-1

Reporté à une date ultérieure :

JS Kabylie - MC Alger
Classement :

Pts	J
33	15
28	15
27	14
27	15
25	14
25	15
24	13
24	13
23	14
17	15
15	15
14	15
14	15
14	15
13	14
13	15
13	15
6	15.

COUPE DE LA CAF (2E TOUR PRÉLIMINAIRE ADDITIONNEL/RETOUR) - JSK - ROYAL LÉOPARDS

Les Canaris déterminés à se qualifier

La JS Kabylie accueille les Royal Léopards d'Eswatini ce jeudi, à partir de 18h00 au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, pour le compte du deuxième tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), avec la ferme intention de se qualifier pour la phase de poules. Les Canaris, finalistes malheureux de la précédente édition, remportée par les Marocains du Raja Casablanca (2-1), ont bien démarré cette nouvelle aventure, ce qui a nourri un peu plus leur ambition de réaliser un aussi bon parcours que l'an dernier. Un rendez-vous qui s'est fait attendre, car reporté à trois reprises, pour des considérations liées à la pandémie du coronavirus, avant d'être

reprogrammé pour ce jeudi, en fin d'après-midi. En effet, à leur retour d'Eswatini, où ils s'étaient inclinés (1-0) au match "aller", les Canaris ont dû entrer directement en confinement, car le pays dont il revenait était fortement touché par le nouveau variant du coronavirus. Une quarantaine qui s'est répercutée de manière directe sur la programmation du match "retour", fixé une première fois pour le 20 décembre 2021, au stade Omar-Hamadi d'Alger, puis le 5 janvier 2022 au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, avant d'être reporté au 26 janvier dudit mois, et dans le même stade. Ce n'est que la semaine dernière que le match a été définitivement reprogrammé pour le 27 janvier, et malgré

l'importante perturbation ayant marqué sa programmation, le moral des Canaris semble être resté au beau fixe, et n'a affecté en rien leur volonté de se qualifier pour la phase de poules. Une qualification à la phase de poules qui semble parfaitement à la portée du représentant, qui s'était incliné par la plus petite des marges au match aller et qui après le report de ses deux derniers matchs de championnat, respectivement le MC Alger et l'USM Alger a eu toute la latitude de bien se préparer pour la Coupe de la CAF. Depuis la prise en main de la JS Kabylie par l'entraîneur tunisien Ammar Souayah, l'équipe est sur une belle dynamique en championnat ou elle vient d'aligner une série de vic-

ASO CHLEF

L'entraîneur Zaoui appelle à interrompre "momentanément" le championnat

L'entraîneur de l'ASO Chlef, Samir Zaoui, a dit mercredi souhaiter que le championnat de Ligue 1 soit "interrompu momentanément" en raison de la flambée des cas liés au Covid-19 parmi les joueurs des différents clubs de l'élite, dont ceux de son équipe. "Rien que pour ce match face au WA Tlemcen, mon effectif, ainsi que celui de l'adversaire, était amoindri par l'absence de plusieurs joueurs testés positifs au Covid-19", a déclaré l'ancien défenseur international à l'APS, au lendemain de la large victoire à domicile de son équipe (4-1), mardi, dans le cadre de la 15e journée du championnat. Par ailleurs, le même technicien a salué le succès des siens et par lequel ils ont mis fin à plusieurs rencontres de disette leur ayant valu une peu reluisante place dans la bas du tableau. Une situation que Zaoui a imputée au manque de moyens financiers et matériels l'obligeant à recourir à des joueurs de niveau "très moyen" lors de l'intersaison. "Tout le monde est unanime à dire que notre championnat est désormais composé de deux catégories de clubs : ceux qui sont bien nantis en matière de moyens et qui jouent pour le titre, et les autres qui sont limités dans ce registre et qui se contentent de lutter pour leur maintien, et l'ASO Chlef en fait partie", a-t-il estimé. Cela incite le coach chélien, qui a effectué l'essentiel de sa carrière de footballeur au sein de la même équipe, à songer sérieusement à son départ dès la fin de la phase aller, soit dans deux journées. Il a indiqué à ce propos qu'il comptait rencontrer les dirigeants de son club pour leur faire part de son désir de jeter l'éponge, tout en leur rappelant d'ores et déjà à lui chercher un successeur. Grâce à sa victoire face à la lanterne rouge, le WAT, l'ASO Chlef s'est hissée à la 12e place qu'elle partage avec le NA Hussein Dey et l'O Médéa avec 14 points chacun, devançant d'une seule unité le premier potentiel reléguable, le RC Relizane.

TUNISIE

Freifer Boumedien rejoint l'AS Soliman pour deux ans et demi

L'international algérien chez les U23, Freifer Boumedien, sociétaire du RC Arba, s'est engagé avec l'AS Soliman, club de Ligue 1 tunisienne de football, sur sa page officielle facebook. Boumedien, 23 ans, qui occupe le poste de milieu offensif, a signé un contrat de deux saisons et demi, a ajouté la même source. Le joueur avait été formé au MC Oran, club de Ligue 1, avec lequel il avait remporté la coupe d'Algérie des U21 en 2017, alors que sa carrière chez les seniors n'a débuté qu'en 2016. Il a été sélectionné à plusieurs reprises en équipes nationale des moins de 20 ans et aussi chez les U21. Au cours de l'actuelle saison 2021-2022, Freifer a rejoint le RC Arba, club évoluant en Ligue 1 du championnat d'Algérie. L'international algérien est la deuxième recrue au cours du mercato d'hiver à s'engager avec l'AS Soliman, club du Cap Bon après le milieu de terrain Wassim Naghmouchi, en provenance de Messaïda du Qatar. Au terme de la phase aller du premier tour de la Ligue 1 du football professionnel, l'AS Soliman a terminé à la 7e place du groupe B avec 7 points, ex aequo avec l'O.Béja et l'Etoile du Sahel. Le Département de la formation de la direction technique nationale (DTN) lance une formation accélérée (Fast-Track), selon la convention coaching de la CAF à l'intention des joueurs professionnels ou internationaux pour l'obtention de la Licence CAF C et B, indique mercredi un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF). Selon la même source, les postulants doivent répondre aux critères suivants : avoir participé à au moins vingt (20) matches en sélection nationale A et ayant pris part à une phase finale de l'une des compétitions majeures : Coupe du Monde-Coupe d'Afrique des Nations (CAN)-championnat d'Afrique des Nations (CHAN)-Jeux Olympiques (JO) et avoir disputé au minimum 200 matchs professionnels. Le dernier délai pour l'envoi des demandes de candidatures est fixé pour le 11 février 2022, souligne la FAF.

EGYPTE

Il passe les examens à la place de son idole à la CAN, un jeune arrêté

L'international égyptien Mostafa Mohamed joue actuellement la Coupe d'Afrique des nations de football au Cameroun. En cette semaine nationale des examens en Egypte, un de ses "amis" s'est présenté à sa place à l'université... et a été arrêté. Un responsable de l'institut universitaire du Caire ou M. Mohamed est inscrit s'est aperçu que le candidat n'était pas l'attaquant de 24 ans du club turc Galatasaray mais un jeune diplômé en littérature. Il a aussitôt porté plainte. Le jeune homme a reconnu qu'il voulait "aider un ami", selon des "aveux" publiés par des médias d'Etat. Sur les réseaux sociaux du pays le plus peuplé du monde arabe, où le foot est le sport roi, les internautes s'en sont donnés à coeur joie dans les commentaires. "Le ministère de l'Enseignement supérieur, les 100 millions d'Egyptiens et tous les supporters de foot d'Afrique savent que Mostafa Mohamed est au Cameroun, c'est vraiment la fraude la plus débile du siècle!", a ainsi écrit l'un d'eux sur Facebook. Et la fraude ne s'arrête pas là : dans ses "aveux", le jeune Egyptien interpellé, dont l'identité n'a pas été publiée, révèle qu'il n'en est pas à son coup d'essai. "J'ai déjà passé trois examens pour mon ami" Mostafa Mohamed, a-t-il ainsi dit au procureur. Il n'a pas été précisé si c'était le footballeur qui avait demandé à son ami de passer les examens à sa place et quelles étaient les sanctions encourues pour de tels faits.

SÉNÉGAL

Sadio Mané rassure après son violent choc à la tête contre le Cap Vert

L'attaquant international sénégalais, Sadio Mané, se veut rassurant sur son état de santé, après son violent choc à la tête face au Cap-Vert (2-0), en huitième de finale de la Coupe d'Afrique des nations disputé mardi à Bafoussam. "Hamdoulillah, tout va bien, merci à tous pour vos messages", a-t-il écrit sur son compte Instagram. Mardi, lors du match contre le Cap-Vert, l'attaquant sénégalais a été violemment percuté par le gardien cap-verdien Vozinha. A la suite d'un très long dégagement d'Edouard Mendy, le gardien cap-verdien est venu percuter de la tête Sadio

Mané, arrivé le premier sur le ballon devant l'entrée de la surface. L'arbitre algérien Benbrahim, après avoir consulté la VAR, a exclu le gardien cap-verdien. Sadio Mané, sonné et resté un moment au sol, s'est ensuite relevé pour continuer à jouer. Il a même inscrit le premier but de la rencontre quelques minutes après. Il a dû céder sa place avant de se rendre à l'hôpital pour des examens et une observation médicale. Il aurait rejoint ses parents dans la nuit. La Fédération sénégalaise de football (FSF) n'a pas encore communiqué sur l'état de santé de l'attaquant de Liverpool. Le

Sénégal a obtenu mardi son ticket pour les quarts de finale de la CAN 2021 (9 janvier-6 février), après sa victoire sur le Cap-Vert, 2-0.

Les buts sénégalais ont été inscrits en deuxième période par Sadio Mané et Bamba Dieng. Les Cap-Verdiens ont joué à 9 une bonne partie de la rencontre, suite à l'exclusion de deux de ses joueurs, dont le portier Vozinha. En première période, le VAR avait déjà contraint M. Benbrahim à brandir un carton rouge à la 21e minute, pour sanctionner d'un deuxième avertissement un excès d'engagement de Patrick Andrade sur Pape Gueye (18e).

Quatre joueurs tunisiens rétablis du Covid

Les tests Covid-19 effectués par quatre internationaux tunisiens: Ghaylène Chaalali, Ali Maaloul, Aymen Dahmane et Yohann Touzghar se sont révélés négatifs, selon le laboratoire accrédité par la Confédération africaine de football, annonce la Fédération tunisienne de football, mardi. Ce quatorze n'a pas pris part au match des huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des nations (Cameroun-2021) remporté dimanche face au Nigeria (1-0). Le onze tunisien qui souffrait de plusieurs cas de Covid-19 parmi les joueurs et le staff technique, avait récupéré Wahbi Khazri, Dylan Bronn et Issam Jebali avant les huitièmes de finale. Les Aigles de Carthage s'apprêtent à affronter les Etalons du Burkina Faso, en quart de finale de la compétition.

DJELFA. GRACE AU SOUTIEN DE L'ÉTAT

La céréaliculture gagne du terrain

La wilaya de Djelfa, plutôt réputée pour sa production de viandes rouges ovines, a commencé à réaliser de grand progrès dans la culture céréalière grâce à l'extension des périmètres irrigués à la faveur de la politique d'aide adoptée par l'État qui lui a permis de devenir pionnière dans plusieurs filières agricoles.

En dépit de son climat semi-aride et sa dépendance d'une activité agricole conduite en pluviale, la wilaya a réalisé ces dernières années un saut qualitatif dans le domaine agricole, notamment en céréaliculture où les indices évoluent positivement, grâce au recours à l'irrigation d'appoint. Agriculteurs et représentants du secteur agricole s'accordent à dire que la politique de soutien à la relance de l'activité agricole, notamment la céréaliculture, mise en place par l'État, pour atteindre la sécurité alimentaire, "est un catalyseur pour les producteurs pour développer leur activité et améliorer la production, qualitativement et quantitativement". À propos des mesures de soutien de l'État pour booster la production céréalière, les producteurs de la filière de la wilaya de Djelfa ont exprimé leur "grand soulagement" suite aux dernières décisions prises lors du Conseil des ministres du 16 janvier courant, présidé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, portant augmentation des prix d'achat du blé tendre et dur auprès des agriculteurs afin de promouvoir cette filière stratégique. Des agriculteurs de la région nord de Djelfa, ont souligné, dans une déclaration à l'APS, l'importance de cette décision susceptible de permettre la promotion de la filière céréalière à court et moyen termes. À ce propos, Aïssa Dhif, un éleveur de la région de Khizrana dans la commune de Birine, a indiqué que "la décision du président de la République d'accompagner les producteurs de céréales, au travers l'augmentation des prix d'achat des récoltes, est à saluer car elle aura un impact positif sur la céréaliculture qui est une filière stratégique". "Les avancées importantes réalisées dans la filière céréalière à Djelfa, grâce aux efforts des céréaliculteurs, seront consolidées davantage par le soutien et l'accompagnement qui interviendront avec la mise en application de la décision du président de la République portant augmentation des prix d'achat des céréales", a-t-il ajouté. M. Dhif a rappelé que ces prix n'ont pas connu de hausse auparavant en dépit de l'augmentation des charges à la production, un aspect auquel, a-t-il dit, "aucune attention ne lui a été accordé avant, malgré l'importance de la filière céréalière et son rôle dans la réalisation de la sécurité alimentaire". Afin d'atteindre les objectifs visés par cette décision et autres mesures de soutien et d'accompagnement des paysans, il est nécessaire de doter les zones rurales de certaines structures, notamment de santé, d'éducation, en plus de l'aménagement du réseau routier et de l'ouverture de pistes agricoles, ainsi que l'extension du réseau d'électrification rurale, pour améliorer le cadre de vie des agriculteurs et les encourager à travailler plus pour la promotion des filières agricoles, notamment la céréaliculture. Un agriculteur de la même commune (Birine), Mohamed-Amine Chenouf, a souligné, de son côté que les "agriculteurs saluent la décision du président de la République, car il s'agit d'un produit stratégique, mais aussi par rapport aux sommes importantes en devise dépensées par l'Etat dans l'importation de céréales afin de couvrir



Ph : DR

les besoins du marché national". "C'est une décision encourageante pour le développement de la filière céréalière qui doit être appuyée par d'autres mesures pour régler les problèmes dans lesquels se débattent les agriculteurs, dont les plus pressants sont l'électrification rurale, les autorisations pour la réalisation de forages et la simplification de procédures administratives", a-t-il dit. Pour un céréaliculteur de la région de Harbat, commune de Birine, "ce qui encourage à la production des céréales est le règlement du problème lié à l'octroi de l'autorisation de forage de puits et à la propriété du terrain qui permettra à l'agriculteur de se faire délivrer une carte professionnelle pour pouvoir bénéficier de l'engrais afin d'augmenter le rendement de ses cultures".

LA DÉCISION D'AUGMENTER LES PRIX D'ACHAT DES CÉRÉALES: "UNE FORTE MESURE D'ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION"

Le directeur des services agricoles de Djelfa, Mustapha Ben Chrik, a indiqué que les décisions prises par le président de la République afin d'accompagner les agri-

culteurs, et plus particulièrement les céréaliculteurs, "constituent un autre pas en avant dans la promotion et le développement des filières stratégiques pour réaliser la sécurité alimentaire". Le DSA a observé qu'en dépit du fait que la wilaya de Djelfa n'est pas pionnière en production de céréales, en raison de son climat et la pratique d'une culture céréalière dépendante des pluies, "une amélioration est toutefois observée concernant cette filière", a-t-il dit. À noter que la superficie irriguée au niveau de la wilaya (toutes filières agricoles confondues) dépasse les 21000 ha, alors qu'elle était de moins de 15000 ha, il y a de cela quatre (4) ans. "c'est un fait prometteur quant à l'évolution ascendante de la courbe de production céréalière, notamment dans la partie Nord de Djelfa, au niveau des communes de Birine, Benhar, Hed Sahari, et dans les localités sud dont Taadmit, Deldoul et Ain El Ibel", a-t-il relevé. Pour rappel, et en dépit du déficit en pluies, la superficie emblavée lors de cette saison agricole a atteint les 30 000 ha, dont 20 000 ha réservés à l'orge, 8 000 ha au blé dur, 1 300 ha à l'avoine et 500 ha au blé tendre.

BOUMERDÈS. HÔPITAL DE 240 LITS DE SAHEL

Plus de 70% de taux d'avancement du projet

Le taux d'avancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 240 lits implanté dans la zone de Sahel de la ville de Boumerdes, et dont la livraison est prévue pour le mois de janvier 2023, est de plus de 70%, a-t-on appris, mardi, des responsables en charge de ce chantier. Selon les explications fournies au wali Yahia Yahiatene, lors d'une visite d'inspection du projet, en compagnie des représentants du bureau d'études et des directeurs concernés, "la livraison et la mise en service de cet établissement hospitalier vital est prévue, au début de l'année prochaine, suivant le taux d'avancement actuel du projet, qui a dépassé les 70 %". Le wali de Boumerdes a souligné l'importance de ce projet, objet d'une attention particulière des autorités de la wilaya, insistant sur l'impératif

d'accélérer le rythme des travaux pour livrer ce pôle de santé dans les délais légaux fixés par le cahier des charges, au regard du besoin pressant exprimé en la matière, durant la situation sanitaire actuelle. Le chantier du projet de l'hôpital de 240 lits de Boumerdes a été relancé, en 2020, après plusieurs arrêts dus à de nombreux problèmes relatifs, entre autres, à la lourdeur des procédures administratives et à la réticence de certaines entreprises à participer aux avis d'appels d'offres relatifs au projet, outre la mauvaise gestion des entreprises étrangères qui étaient chargées du projet, par le passé". Ce projet a été inscrit en réalisation en 2006, au titre du quinquennal 2005-2009, pour une enveloppe initiale de 1,3 milliard de DA qui a été réévaluée à près de 5 milliards de DA. Cet éta-

blissement qui sera construit sur 5 niveaux en plus du rez-de-chaussée, assurera en plus des services médicaux courants, d'autres spécialités de pointe dont la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle.

Une dizaine de blocs opératoires destinés à des différentes interventions chirurgicales non disponibles actuellement à Boumerdes, sont prévus au niveau de cet hôpital.

La concrétisation de ce projet, en réalisation sur une assiette de 5 ha, proche du centre-ville de Boumerdes, permettra de diminuer les déplacements des malades de la wilaya vers les hôpitaux d'Alger et de Tizi-Ouzou, tout en réduisant la pression au niveau des trois établissements hospitaliers de Boumerdes, lesquels couvrent actuellement les besoins en soins de la population locale.

ORAN. UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Vers l'ouverture d'un laboratoire de dépistage du covid-19

L'université des sciences et technologie d'Oran (USTO) "Mohamed Boudiaf" ouvrira un laboratoire d'analyses PCR pour le dépistage du Covid19, au profit de la communauté universitaire, a-t-on appris de la vice-rectrice de cet établissement, Mme Naïma Miroufel. Il s'agit d'un laboratoire avec une capacité de 100 tests par jour. "Il sera un acquis supplémentaire pour la wilaya d'Oran permettant de renforcer le dépistage au sein de la communauté universitaire, enseignants et étudiants", a déclaré Mme Miroufel. Ce laboratoire d'analyses ouvrira ses portes dès son homologation par l'institut Pasteur d'Alger et sera rattaché au Laboratoire de recherche en génétique moléculaire et cellulaire, de l'USTO, que préside le Pr Naïma Miroufel elle-même. "Le projet de ce laboratoire d'analyse a été financé par la Direction générale de la recherche scientifique et de la technologie", a expliqué la même responsable, ajoutant que des appels d'offres pour l'acquisition des équipements et les consommables nécessaires ont été lancés dès le mois de juillet 2020.

"À cause de la crise sanitaire, le monde entier tourne au ralenti. Ce n'est qu'à la fin 2021 que nous avons réussi à finaliser le projet sur le plan logistique, pour lancer les démarches de l'homologation auprès de l'institut Pasteur", a-t-elle ajouté.

DJANET. INVESTISSEMENT Entrée en service d'une nouvelle laiterie

Une nouvelle laiterie est entrée en production dans la wilaya de Djanet en vue de satisfaire la demande sur ce produit et ses dérivés dans cette région frontalière, a-t-on appris mercredi des responsables du projet. Montée dans le cadre de l'investissement privé au niveau de la zone d'activités "Tadjentourt", cette laiterie, d'une capacité de production de 7 500 litres/jour, de lait en sachets, a généré trente (30) emplois.

S'exprimant lors de l'inauguration de cette unité, le wali de Djanet, Benabdallah Chaïb-Eddour, a mis en valeur la réalisation de pareilles unités appelées à couvrir les besoins du marché local en ce produit alimentaire de première nécessité, avant d'appeler à la concrétisation d'autres investissements productifs pour booster le développement local et générer de la richesse et des emplois dans la région.

Les autorités locales s'emploient, par souci d'appuyer ce type de projets, à accompagner sur le terrain les jeunes promoteurs et porteurs de projets, à travers la délimitation et l'aménagement de petites zones d'activités réunissant les conditions nécessaires à la création de nouvelles entités économiques. Elles s'attèlent aussi à accorder toutes les facilités disponibles aux promoteurs et aplanir les contraintes rencontrées en vue de consolider les opportunités d'investissement chez les jeunes et les encourager à s'impliquer dans le monde de l'entrepreneuriat.

UKRAINE

Washington fourbit ses armes économiques, Moscou manoeuvre

Menaces économiques américaines et bruit de bottes russes: Washington a insisté mardi sur les sanctions que subirait la Russie, et Vladimir Poutine lui-même, en cas d'invasion de l'Ukraine, tandis que Moscou a lancé des manoeuvres militaires aux portes du pays.

A une journaliste qui lui demandait mardi s'il pouvait envisager de sanctionner personnellement le président russe, Joe Biden a répondu "Oui", puis "Je peux le concevoir". Si la Russie "envahit tout le pays", ou "même beaucoup moins" que cela, il y aura "d'énormes conséquences" et cela "changerait le monde", a encore indiqué le président américain. Qui a toutefois fixé, une nouvelle fois, les limites de toute riposte américaine: "Nous n'avons pas l'intention de déployer des forces américaines ou de l'Otan en Ukraine", qui n'est pas membre de l'alliance militaire occidentale. Sur le plan économique en revanche, les États-Unis sont prêts à taper fort. "Il n'est plus question de réponse graduée. Cette fois nous commencerons d'emblée par le haut de l'échelle" des sanctions, a dit un haut responsable de la Maison Blanche mardi. Washington cherche à renverser le rapport de force instauré par Vladimir Poutine. Accusé d'avoir massé plus de 100 000 militaires à la frontière de l'Ukraine, le président russe veut bousculer l'emprise américaine sur l'équilibre militaire et stratégique en Europe, et particulièrement à l'Est. Après avoir mis en alerte 8 500 militaires susceptibles de renforcer très rapidement les rangs de l'Otan, les États-Unis ont mis en scène mardi une livraison d'équipement militaire à l'Ukraine. Washington a également averti le Bélarus qu'il s'exposait à une riposte "rapide" et "ferme" s'il laissait la Russie utiliser son territoire pour attaquer l'Ukraine. Les forces armées russes ont quant à elles lancé mardi une nouvelle série de manoeuvres à proximité de l'Ukraine et en Crimée annexée. Pour le Kremlin, c'est Washington qui provoque une nouvelle "exacerbation", que ce soit



en mettant des troupes en alerte ou en rapatriant des familles de diplomates américains d'Ukraine, une initiative imitée mardi par le Canada.

TECHNOLOGIE, DOLLARS, GAZ

Washington envisage, selon le haut responsable de la Maison Blanche, d'interdire l'exportation vers la Russie de technologie américaine. Les États-Unis menacent aussi d'asphyxier les banques russes en leur interdisant les transactions en dollars, devise reine des échanges internationaux. Quant aux éventuelles sanctions contre Vladimir Poutine lui-même, Joe Biden n'a pas précisé leur nature. Lorsque Washington sanctionne des personnalités étrangères, cela passe, le plus souvent, par un gel de leurs avoirs et une interdiction de transaction avec les États-Unis. Reste un point extrêmement délicat, susceptible d'entamer la cohésion entre Occidentaux: les hydrocarbures russes. Les Européens craignent, en cas d'escalade, d'être privés en plein hiver du gaz russe, qui couvre plus de 40% de leurs besoins. "Nous pensons être prêts à trouver des approvisionnements alternatifs couvrant une majorité significative des potentielles coupes" dans la livraison de gaz russe, a promis le haut responsable américain. La Maison Blanche a annoncé mardi, fort à propos, que Joe Biden recevrait le 31 janvier l'émir du Qatar. Cet allié des États-Unis a d'immenses réserves de gaz naturel. Il est aussi le premier exportateur mondial de

gaz naturel liquéfié. La Russie, considérée comme marraine des séparatistes pro-russes que Kiev combat dans l'est du pays depuis huit ans, dément tout projet d'offensive, mais lie une désescalade à des traités figeant l'Otan, de manière à ce que l'Ukraine en particulier n'y adhère jamais.

RÉPONSE ÉCRITE

La demande est jugée inacceptable en Europe comme en Amérique. Mais Washington a néanmoins promis de remettre cette semaine une réponse écrite aux Russes. Dans ce pas de deux entre les États-Unis et la Russie, voulu par Vladimir Poutine, les Européens cherchent à se faire entendre. "La discussion entre les États-Unis et la Russie est-elle une bonne chose? Oui. Cette discussion a-t-elle donné des résultats concrets? Je n'en ai pas vu", a lancé le président français Emmanuel Macron, décidé à avoir son propre canal de communication avec Vladimir Poutine. Il aura vendredi un entretien téléphonique avec son homologue russe. "S'il devait y avoir une agression" de la Russie contre l'Ukraine, "la riposte sera là et le coût sera très élevé", a toutefois averti mardi le dirigeant français, affichant sa cohésion avec les Américains en la matière. Washington lui a rendu la politesse. "Nous soutenons tout ce qui pourrait réellement réduire les tensions", a dit mardi le porte-parole du département d'État, assurant que le "degré de coordination entre les Français et les États-Unis était excellent".

BARRAGE DE LA RENAISSANCE

L'Égypte veut reprendre au plus vite les négociations

L'Égypte a exprimé, mardi, son intérêt à reprendre "dès que possible" les négociations sur le barrage de la Renaissance éthiopien afin de résoudre le différend et parvenir à un accord juste et équitable, indique un communiqué du gouvernement égyptien. "L'Égypte est intéressée à reprendre les négociations sur le barrage de la Renaissance dès que possible, dans le but d'accélérer la résolution des points litigieux et de parvenir à un accord juste, équilibré et équitable", selon le communiqué partagé par le Premier ministre Moustafa Madbouli, sur la page officielle Facebook du gouvernement égyptien. Le Premier ministre explique

que son pays "souffre de pénurie d'eau et dépend principalement du fleuve du Nil, qui est la principale source du Nil Bleu (sur lequel l'Éthiopie a construit le barrage de la Renaissance)".

"L'Égypte tient à parvenir à un accord de remplissage et d'exploitation juridiquement contraignant qui établit un équilibre entre l'obtention par l'Éthiopie du maximum d'avantages possibles dans le domaine de la production d'électricité et le développement durable, en échange de l'absence de préjudice pour les pays en aval (l'Égypte et le Soudan)", a-t-il ajouté. Madbouli a également exprimé l'espoir de son pays "dans la possibilité de parvenir à un

accord souhaité pour le barrage de la Renaissance, qui établirait une nouvelle phase de coopération permettant d'atteindre la stabilité régionale", selon le même communiqué. Le barrage de la Grande Renaissance éthiopienne (GERD), amené à devenir la plus grande installation hydroélectrique en Afrique, est depuis son lancement en 2011 source de tensions entre le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte.

L'Égypte, qui dépend du Nil pour environ 97% de son irrigation et son eau potable, considère le barrage comme une menace pour son approvisionnement en eau. De son côté, le Soudan craint que ses propres barrages ne soient

endommagés si l'Éthiopie procède au remplissage du GERD avant qu'un accord ne soit conclu. L'Éthiopie affirme que l'énergie hydroélectrique produite par le barrage sera vitale pour répondre aux besoins énergétiques de ses 110 millions d'habitants.

Et à la mi-septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté à l'unanimité une déclaration présidentielle (15 pays) qui "encourage l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan à reprendre les négociations à l'invitation du président de l'Union africaine pour finaliser le texte d'un accord contraignant et acceptable sur le remplissage et l'exploitation du barrage dans un délai raisonnable".

BURKINA FASO

Le président Kaboré renversé "va bien physiquement", selon son parti

Le président du Burkina Faso renversé lundi par un coup d'Etat militaire, Roch Marc Christian Kaboré, "va bien physiquement", selon une source haut placée au sein de son parti qui a raconté dans quelles circonstances il avait été contraint de quitter le pouvoir. "Le président Kaboré va bien physiquement, mais je ne peux rien dire sur son état d'esprit" et "il a un médecin à sa disposition", a déclaré mercredi cette source du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP). Elle a affirmé que M. Kaboré était "toujours aux mains de l'armée, pas dans un camp militaire, mais dans une villa présidentielle en résidence surveillée" et avait "accès à son portable, sous surveillance de ses géoliers bien entendu". "C'est lui qui a bel et bien rédigé la lettre de démission publiée par la télévision nationale, mais je ne saurais dire dans quelles conditions il l'a écrite", a ajouté la même source. Elle a ensuite raconté le film des événements avant la rédaction de cette lettre. "Il n'a pas été arrêté aux premières heures" de l'action des soldats mutins: "sa résidence privée a été quadrillée par les mutins, il a fallu que sa garde rapprochée use de stratégie en l'exfiltrant à bord d'un véhicule banalisé pour le mettre en lieu sûr", a affirmé cette source. "Il n'était pas dans le convoi qui a été criblé de balles", selon la source de l'ex-parti au pouvoir, "ses gardes ont trompé la vigilance des mutins". "C'est plus tard et sous la pression des mutins, que ses gardes - notamment des gendarmes - ont dû le laisser entre leurs mains (des putschistes), et se rallier à eux dans la foulée", a-t-elle dit. "La gendarmerie ne pouvait que se rallier car toute l'armée était consentante pour démettre le président de ses fonctions", selon elle.

TURQUIE

Reprise progressive du trafic à l'aéroport d'Istanbul

Le trafic reprenait progressivement mercredi sur l'aéroport international d'Istanbul, le plus fréquenté d'Europe en 2021, fermé deux jours durant en raison d'une tempête de neige exceptionnelle sur la Méditerranée orientale. Les premiers vols avaient pu atterrir et décoller mardi, mais les mouvements restent très limités avec toujours une seule des trois pistes ouverte. "Les vols reviennent progressivement à la normale à l'aéroport d'Istanbul. Nous avons programmé 131 vols entre 07H00 et 13H00" (04H00 et 10H00 GMT), a annoncé sur Twitter la compagnie nationale Turkish Airlines. La gestion de la crise sur cet aéroport ultra-moderne inauguré en 2019 - et fermé pour la première fois au trafic - a fait l'objet de vives critiques ces derniers jours avec des centaines de passagers bloqués dans l'aérogare, incapables de voler ou de se rendre en ville, les routes étant bloquées par la neige. Contraints pour la plupart de dormir à même le sol glacé, ils ont dénoncé l'absence d'information et de soutien logistique de la part des autorités aéroportuaires et de Turkish Airlines. Autre souci, mercredi, certains s'inquiètent sur Twitter de la péremption de leurs tests Covid pratiqués pour un départ initialement prévu lundi ou mardi. Le second aéroport d'Istanbul, Sabiha Gokcen, sur la rive asiatique, fonctionnait en revanche normalement malgré quelques retards.

BEATLES

Julian Lennon vend des souvenirs aux enchères sous forme de NFT

Les fans des Beatles ne pourront pas les toucher mais auront tout le loisir de les admirer comme n'importe quel objet de collection: Julian Lennon met aux enchères une série de souvenirs personnels sous forme de NFT, œuvres numériques certifiées qui font fureur sur le marché de l'art.

Pèce maîtresse des premiers lots mis en vente par le fils de John Lennon via la maison californienne Julien's Auctions le 7 février, la version NFT des notes manuscrites de la chanson "Hey Jude" est estimée entre 50 000 et 70 000 dollars. Initialement intitulé "Hey Jules", ce tube des Beatles avait été écrit en 1968 par Paul McCartney pour réconforter Julian Lennon, qui vivait très mal la séparation de John Lennon d'avec sa mère Cynthia. La version NFT de ces notes se présente comme une animation où les mots s'inscrivent progressivement sur la page et est accompagnée, comme chacun des lots, par un commentaire audio de Julian Lennon situant l'objet dans son contexte historique et sentimental. "Pour moi, ça ne suffit pas de seulement regarder une image si je suis un acheteur. Donc j'ai voulu ajouter un truc un peu plus personnel, raconter une petite histoire qui se rapporte à l'image", explique Julian Lennon. Julian Lennon met également en vente des NFT du manteau afghan porté par son



père sur le tournage de "Magical Mystery Tour" (estimé entre 8 000 et 10 000 dollars), de sa cape noire du film "Help" (10 à 20.000 dollars) et de trois guitares, dont l'une offerte par John Lennon pour Noël à son fils. Une partie du produit de la vente ira à la fondation créée par Julian Lennon et sera consacrée à la capture du CO2 atmosphérique pour freiner le réchauffement climatique. Julian Lennon a prévu de vendre d'autres NFT de sa collection via Julien's Auctions mais n'envisage pas de se séparer physiquement de ses souvenirs. "Aucune chance! Ça représente 30 ans passés à collectionner des objets qui sont très, très personnels. Et vous savez, je n'ai pas eu tant de choses de papa,

alors je les chéris", explique l'artiste avec émotion. Les NFT (pour "jetons non fongibles") sont des certificats d'authenticité associés à un objet virtuel qu'ils rendent ainsi unique. Quasiment inconnus voici encore un an, ils représentent pour certains la nouvelle poule aux oeufs d'or du marché de l'art contemporain.

Julian Lennon, à la fois musicien et photographe, se dit "intrigué et intéressé" par cette "nouvelle forme d'art". Et s'il n'a pas encore franchi le pas, il n'exclut pas de concevoir des NFT à partir de ses photos. Il a également passé quatre ans à enregistrer un nouvel album dont il prévoit de dévoiler "les premières chansons au printemps".

POUR SA DIFFUSION EN CHINE

«Fight Club» amputé de sa scène finale

Le film de David Fincher, disponible sur le service de vod Tencent, a été censuré. Les cinéphiles chinois s'interrogent sur la complicité de la 20th Century Fox.

Dans les films de l'Empire du Milieu, le mot de la fin n'est pas toujours celui du réalisateur. Les classiques américains les plus subversifs en font désormais les frais, à l'instar de Fight Club, le film de David Fincher sorti en 1999 avec Brad Pitt et Edward Norton en tête d'affiche. Disponible depuis peu sur la plateforme de SVOD chinoise Tencent Video, le long métrage a été préalablement altéré. Non pas en édulcorant la violence du film, ou en biffant tel ou tel passage ambivalent, non. Mais en «corrigeant» ni plus ni moins son final. Une réécriture qui passe mal auprès des cinéphiles chinois. Et pour cause. En lieu et place de la belle et explosive séquence imaginée par David Fincher pour clore Fight Club, le public chinois peut ainsi découvrir un étonnant carton d'épilogue, absent de la version originale du film. Le texte y raconte «l'intervention rapide de la police et l'arrestation effective de tous les criminels, prévenant ainsi l'explosion des bombes». Quant au personnage principal, il est mentionné comme ayant été envoyé en traitement psychiatrique, où il restera plusieurs années. Une fin bien moins vivifiante que l'explosion et l'effondrement en série de plusieurs bâtiments, des sièges de compagnies financières dont la destruction accomplit le dessein anarchiste profond du héros de Fincher. «Ce qui a été fait sur

Tencent Video avec Fight Club nous montre qu'ils ne contentent plus de censurer des scènes mais s'en prennent désormais aussi scénario», s'est indigné un utilisateur du réseau social chinois Weibo.

COLÈRE DES CINÉPHILES CHINOIS

«C'est un scandale», a également commenté un cinéphile directement sur la plateforme de streaming de Tencent. Le géant chinois s'est refusé à faire le moindre commentaire sur la censure dont le film a fait l'objet, tout comme Disney, propriétaire de la 20th Century détentrice des droits de Fight Club. Il n'est, par conséquent, pas encore cer-

tain de quel côté du Pacifique la censure a été effectuée.

Adapté du roman éponyme de Chuck Palahniuk, le corrosif et violent Fight Club avait beaucoup divisé la critique à l'époque de sa sortie. Pas du tout convaincu par sa matière nihiliste et autodestructrice, le critique américain Roger Ebert avait en son temps qualifié le film de «fasciste». «Anarcho-nauséabond, débectant et dangereux», pour Le FigaroScope, «mélasse sub-nietzschéenne» pour Télérama, le long-métrage est pourtant devenu en l'espace de quelques années un «film culte», aussi bien en Europe et aux États-Unis que dans le reste du monde. La Chine exerce

pendant un contrôle très strict des films étrangers diffusés sur son territoire, tant en salles que sur ses plateformes de vidéo à la demande. Une partie des films autorisés à sortir font ainsi régulièrement l'objet de censure, à l'image de Bohemian Rhapsody, le biopic de Bryan Singer sur Freddie Mercury.

Sortie en 2019 dans le pays, la production avait été amputée de près de trois minutes de contenu faisant notamment référence à l'homosexualité du chanteur. L'émission spéciale Friends, la réunion a aussi été épurée des scènes et performances de Lady Gaga, BTS et Justin Bieber, sans d'autres explications.

MUSIQUE

Neil Young menace Spotify

Le Canadien refuse de laisser sa musique sur la plateforme qui produit et héberge l'émission de radio de Joe Rogan. L'animateur américain est accusé de produire de la désinformation sur le Covid-19. «Ils peuvent avoir Rogan ou Young. Pas les deux». Neil Young est en colère. Dans une lettre envoyée à sa maison de disques et publiée sur son site - il l'a depuis supprimée - le chanteur de 76 ans menace de retirer sa musique de Spotify. En cause, le podcast The Joe Rogan Experience, produit par le géant suédois du streaming, dans laquelle le présentateur remet régulièrement en question la pertinence des vaccins contre le Covid-19.

«Je veux que vous sachiez savoir à Spotify immédiatement AUJOURD'HUI que je veux retirer toute ma musique de leur plateforme» demande Neil Young à ses équipes. «Je fais cela parce que Spotify diffuse de fausses informations sur les vaccins - causant potentiellement la mort de ceux qui croient à la

désinformation qu'ils diffusent», explique-t-il. «Je vous prie d'agir immédiatement aujourd'hui et de me tenir informé du calendrier». Spotify n'a pour l'instant pas répondu, et les classiques du Canadien comme Harvest ou On The Beach sont pour l'heure toujours disponibles sur la plateforme.

SPOTIFY, PLATEFORME DE DÉSINFORMATION ?

Joe Rogan, peu connu en France, est une star des médias aux États-Unis. Il s'est fait connaître en tant qu'humoriste, puis en commentant les très populaires combats d'UFC, la plus prestigieuse compétition de MMA outre atlantique. Il s'est depuis diversifié en devenant animateur de radio, à la tête depuis 2009 de The Joe Rogan Experience, diffusé en exclusivité sur Spotify et podcast le plus écouté de la plateforme. Dans cette émission, il s'entretient avec des personnalités de tous bords. Il est mis en cause pour avoir

ÉTATS-UNIS

Positif au Covid-19 Elton John atteint annule deux concerts

Testé positif au coronavirus, le chanteur de 74 ans a indiqué qu'il renonçait à se produire à Dallas. Il avait prévu d'y donner deux spectacles dans le cadre de sa tournée d'adieu.

L'icône de la pop Elton John a annoncé mardi sur son compte Instagram avoir été testé positif au Covid-19 et annuler deux concerts prévus à Dallas, dans le sud des États-Unis, dans le cadre de sa tournée mondiale d'adieu. «J'ai contracté le Covid et je dois donc reprogrammer mes concerts à Dallas», prévus mardi et mercredi, a écrit le chanteur âgé de 74 ans. «Heureusement, je suis pleinement vacciné et j'ai reçu un rappel, et mes symptômes sont légers donc je suis persuadé d'être en mesure de faire mon concert samedi à North Little Rock, dans l'Arkansas», a ajouté Sir Elton John. «C'est toujours une immense déception de reporter des concerts (...) mais je veux assurer ma sécurité ainsi que celle de mon équipe», a-t-il expliqué. Les deux concerts de Dallas seront reprogrammés et les détenteurs de billets seront contactés très rapidement, a précisé l'interprète de Candle in the Wind. La superstar aux tenues excentriques avait entamé sa tournée d'adieu baptisée «Farewell Yellow Brick Road» en 2018, prévoyant plus de 300 dates en trois ans à travers le monde, avant qu'elle ne soit perturbée par la pandémie de coronavirus. En septembre 2021, il avait sorti The Lockdown Sessions, un nouvel album entièrement composé de collaborations avec de jeunes artistes. Le chanteur a également reporté de trois mois sa tournée en octobre 2021 en raison d'une opération à la hanche. Il avait repris le chemin de la scène en janvier. Auteur de tubes tels que I'm Still Standing, Your Song ou Crocodile Rock, Elton John a vendu plus de 300 millions de disques dans le monde, donné plus de 3 500 concerts, et a eu un film consacré à sa vie, Rocketman, en 2019.

Les courses en direct



HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 27 JANVIER 2022 - PRIX : TORIVEJA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 100 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Le gagnant n'est pas connu d'avance

C'est bien, c'est même très bien, que l'hippodrome de Zemmouri, réussit avec ce prix Toriveja à faire le plein. Ils seront dix-huit bons galopeurs de quatre ans et plus arabe pur n'ayant pas totalisé la somme de 51 000 dinars en gains et places depuis septembre passé. Des éléments tels que Faycal D'Hem, Dina, Chems El Mesk, Firas et El Basra et peut-être bien Tadj Larbaa, Chaiaa, Quifer du Croate ou Nadjarrer qui font partie de la nouvelle génération.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. QUIFER DU CROATE.** Ce poulain est bien estimé par son entourage. Il fait de bons progrès à l'entraînement. Outsider assez honnête.
- 2. FIRAS.** Il n'a pas été mauvais en dernier lieu le 10 janvier passé à El Eulma sur les 1100 mètres, on peut lui faire confiance..
- 3. TAHADI.** Rien à voir. Barré.
- 4. RACHA DE CARRERE.** Elle est encore une fois confrontée à une tâche difficile.
- 5. FAYCAL D'HEM.** Cheval caractériel, une fois qu'il les accroche, ne va plus les lâcher. À suivre.
- 6. FARIDIX.** Il peut faire partie des prétendants aux places. outsider moyen.
- 7. DINA.** Cette jument du Caroubier, sous la houlette de K. Nougha et la monte de K. Baghdad, va être difficile à battre. Méfiance.
- 8. CHAIAA.** Quoique ses dernières tentatives ne sont pas concluantes, elle reste difficile à négliger, elle peut se racheter.
- 9. AZMOUR.** Ses dernières courses sont tellement lamentables. Qu'on ne peut lui faire confiance.
- 10. EL BASRA.** Elle ne peut trouver meilleure occasion pour amasser un peu de gains. À reprendre.
- 11. FALAH.** N'a jamais rien fait de probant, il

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	COR	ENTRAÎNEURS
Z. AIT YOUCEF	1	QUIFER DU CROATE	H. RAACHE	55	8	F. SOUILMI
A. SAADOUN	2	FIRAS	F. CHAABI	55	2	S. SAADOUNE
W. KADRI	3	TAHADI	MS. CHAOUCHE	55	5	S. FOUZER
A. AZZOUZ	4	RACHA DE CARRERE	AM. BENDJEKIDEL	55	16	F. BENDJEKIDEL
AM. BETTAHAR	5	FAYCAL D'HEM	W. HAMOUL	55	7	AL. FEGHOULI
D. HAMANI	6	FARIDIX	T. ALI OUAR	54,5	14	S. ROUANE
HARAS DE LAHBIL	7	DINA	K. BAGHDAD	54	1	PROPRIÉTAIRE
Y. HAMDANI	8	CHAIAA	AL. TIAR	54	11	A. CHELLAL
K. HAIL	9	AZEMOUR	JJ : CH. CHAABANE	54	18	PROPRIÉTAIRE
M. ZIDELKHIR	10	EL BASRA	A. YAHIAOUI	54	3	A. ROUIBAH
F. HAMIANE	11	FALAH	CH. ATTALLAH	54	4	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	12	MARBOUH DE BAZER	B. BERRAH	54	17	PROPRIÉTAIRE
A. TIAR	13	JABETMAR	JJ : SH. BENYETTOU	53	6	N. TIAR
A. TOUIDJINE	14	AFEFE	AB. CHENAFI	53	10	D. HAMARAS
M. BENDJEKIDEL	15	NADJARRER	S. BENDJEKIDEL	53	13	PROPRIÉTAIRE
M. BENDJEKIDEL	16	TADJ LARBAA	W. BENDJEKIDEL	53	15	PROPRIÉTAIRE
AH. FEGHOULI	17	CHEMS EL MESK	AH. CHAABI	52	9	A. MIMI
F. HAMIANE	18	GUALBI	EH. CHAABI	52	12	PROPRIÉTAIRE

n'a que la monte à son avantage. Outsider lointain.

12. MARBOUH DE BAZER. Avec la monte du jour, je crois qu'il n'ira pas loin. À revoir.

13. JABETMAR. Pas évident.

14. AFEFE. Rien à voir.

15. NADJARRER. Cinquième, puis sixième, elle peut jouer le rôle d'un bon outsider.

16. TADJ LARBAA. Il a été bien chuchoté lors de sa course d'entrée, outsider assez intéressant.

17. CHEMS EL MESK. Il faut surveiller de près

ce genre de coursier. À suivre.

18. GUALBI. Rien à voir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

**5. FAYCAL D'HEM - 7. DINA - 2. FIRAS
 - 17. CHEMS EL MESK - 10. EL BASRA**

LES CHANCES

16. TADJ LARBAA - 1. QUIFER DU CROATE - 8. CHAIAA

Saisie de plus de 20.000 comprimés de psychotropes à Nâama

Les services de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Meghrar (wilaya de Nâama) ont réussi à saisir une quantité de 20.846 comprimés de psychotropes et ont arrêté un individu impliqué dans cette affaire, a-t-on appris hier, auprès de ce corps de sécurité. La même source a indiqué que l'opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations concernant l'existence d'une quantité de comprimés de psychotropes prête à la commercialisation illicite. Les services de la Gendarmerie nationale ont mis au point un plan pour mettre fin aux activités du suspect, qui a été arrêté dans son domicile sis dans la commune de Meghrar, dans lequel les psychotropes ont été découverts, a précisé la même source. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les services de la Gendarmerie nationale ont présenté le suspect devant les juridictions judiciaires compétentes sous l'accusation de "détenion et stockage illicites de produits pharmaceutiques aux propriétés psychotropes actives en vue de leur commercialisation illégale", a-t-on conclu.

La virtuose de l'Imzad, Idabir Bayat, tire sa révérence

La virtuose de l'Imzad, Idabir Bayat, est décédée, mardi, à l'âge de 99 ans. Du coup, le monde culturel et artistique algérien perd l'une de ses plus brillantes étoiles. Native de Tamanrasset, Idabir Bayat a hérité de sa mère le savoir-faire de l'interprétation et de

la fabrication de l'Imzad, classé par L'Unesco comme patrimoine immatériel de l'humanité. La musicienne a œuvré pendant toute sa vie à la préservation et à la diffusion de cet héritage culturel qui distingue la richesse de sa région et de son pays, l'Algérie.



Oran : arrestation d'un individu sur le point d'organiser une harga

Les services de police d'Oran ont arrêté un individu activant dans le trafic d'êtres humains sur le point d'organiser une traversée clandestine par mer, a-t-on appris hier, auprès de la direction de sûreté de wilaya. L'opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de la première sûreté urbaine selon lesquelles un individu préparait une traversée clandestine, utilisant le garage de son domicile comme repaire pour le stockage de matériel de navigation, en contrepartie de sommes d'argent, a-t-on indiqué à la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les investigations menées par les policiers se sont soldées par l'arrestation du mis en cause et la saisie, à l'intérieur de son garage, du matériel utilisé dans les traversées clandestines par mer, notamment une embarcation de pêche dotée d'un moteur, un compteur de vitesse pour embarcations maritimes, un compteur de carburant des moteurs marins, ainsi qu'un chariot de transport pour les embarcations. Une procédure judiciaire a été engagée contre le suspect qui sera traduit, ultérieurement, devant la justice, pour les chefs d'inculpation de "trafic d'êtres humains", d' "organisation de traversée clandestine" et de "mise en danger de la vie d'autrui", selon la source sécuritaire.

36 morts et 1160 blessés sur les routes en une semaine



Trente-six (36) personnes ont trouvé la mort et 1160 autres ont été blessées dans 997 accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays au cours de la période du 16 au 22 janvier, ont indiqué hier, les services de la Protection civile, dans un bilan hebdomadaire. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Relizane avec 7 personnes décédées et 19 autres blessées dans 18 accidents de la circulation, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont procédé au cours de la même période à l'extinction de 414 incendies urbains, industriels et autres. Au titre des activités de lutte contre la propagation du Covid19, les unités de la Protection civile ont effectué 382 opérations de sensibilisation à travers 58 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité du port du masque et des règles de la distanciation physique et 149 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation.

Etats-Unis : plus de 10 millions d'enfants infectés par la COVID-19

Plus de 10 millions d'enfants aux Etats-Unis ont été testés positifs à la COVID-19 depuis le début de la pandémie, selon le dernier rapport de l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et de l'Association des hôpitaux pour enfants. Au total, 10.603.034 cas chez les enfants avaient été signalés dans le pays au 20 janvier, et les enfants représentaient 18,4 % de tous les cas confirmés, selon le rapport publié lundi dernier. Les cas de COVID-19 chez les enfants ont augmenté de façon spectaculaire à travers les Etats-Unis pendant la vague du variant Omicron. Plus de 1.100.000 cas chez les enfants ont été signalés au cours de la semaine dernière, soit près de cinq fois le taux du pic de la vague de l'hiver dernier, selon l'AAP. Ce chiffre représente une augmentation de 17 % par rapport aux 981.000 cas supplémentaires signalés la semaine précédente et un doublement du nombre de cas par rapport aux deux semaines précédentes, précise l'AAP. Plus de 2 millions de cas de COVID-19 chez les enfants ont été ajoutés au cours des deux dernières semaines. Il s'agit de la 24e semaine consécutive où le nombre de cas chez les enfants dépasse les 100.000 aux Etats-Unis. Depuis la première semaine de septembre, il y a eu plus de 5.600.000 cas supplémentaires chez les enfants, selon l'AAP.

TikTok connaît la plus forte croissance de marque en 2021

Le réseau social TikTok a connu une croissance fulgurante de la valeur de sa marque en 2021, sans pouvoir atteindre un top 10 dominé par les GAFAM, selon une étude publiée hier, par le cabinet spécialisé Brand Finance. La valeur d'une marque est établie par Brand Finance en se fondant sur plusieurs données comme son image, ses performances, son chiffre d'affaires, etc. TikTok, connue pour ses vidéos courtes et très prisée des jeunes, a été l'application la plus téléchargée en 2021. Elle occupe la 18e place du classement de Brand Finance mais signe la plus forte progression. La marque "est passée d'une relative confidentialité à une renommée internationale en quelques années seulement et sa croissance ne montre aucun signe de ralentissement", analyse Bertrand Chovet, directeur général de Brand Finance France cité dans un communiqué. La maison mère de TikTok, ByteDance, a vu son chiffre d'affaires augmenter de 70% en un an, pour atteindre environ 58 milliards de dollars en 2021. Si l'application a connu une forte croissance au cours de l'année, elle ne parvient pas



à pénétrer un top 10 gouverné par les mastodontes technologiques américains. Apple conserve son titre de marque la plus valorisée au monde. L'entreprise est par ailleurs la première à avoir atteint une valorisation boursière de 3.000 milliards de dollars. La marque à la pomme n'est pas l'unique géant des technologies au classement. Amazon (2e) lui emboîte le pas, Google (3e) et Microsoft (4e) suivent la

marque, tout comme Facebook (7e). Autre élément marquant de l'étude, le renforcement du duopole américano-chinois. Les deux tiers des marques dans ce classement de 500 entreprises sont issues des Etats-Unis (49%) et de Chine (19%). En additionnant toutes les marques de ses groupes, la France - devancée par l'Allemagne et le Japon - se retrouve à la 5e place du classement par zone géographique.

MISE AUX POINGS

« Le taux de vaccination contre le virus n'a pas dépassé les 13 % de l'ensemble de la population, alors que le pourcentage des personnes en âge adulte ayant reçu les deux doses est de 29% seulement. »

MISE

Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé

Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 13 km/h
Humidité : 59 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 8 km/h
Humidité : 77 %

Dohr : 13h01
Assar : 15h47
Maghreb : 18h11
Ïcha : 19h33

Vendredi 25
djoumad el thani
Sobh : 06h24
Chourouk : 07h54

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Une tentative d'introduction de 23 quintaux de kif marocain avortée

Des tentatives d'introduction de plus de 23 quintaux de kif traité, à travers les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) au cours de la période du 19 au 25 janvier, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, "ont arrêté 13 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues, à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 23 quintaux et 15 kilogrammes de kif traité", précise la même source. "Vingt (20) autres narcotrafiquants ont été arrêtés et 148 kilogrammes de la même substance et 166 857 comprimés psychotropes ont été saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires" ajoute le communiqué.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté cinq éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert, lors d'une patrouille de reconnaissance à Bordj Badji Mokhtar (6e RM), une cache contenant 7 systèmes de contrôle de détonation à distance, une



PH: DR

grenade, 9 chaînes de munitions, des capsules de détonation, en plus de 285 balles de différents calibres. De même, 10 casemates pour terroristes et 2 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lors d'une opération de recherche et de fouille à Tizi-Ouzou et Boumerdès". D'autre part, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamarrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 91 individus et saisi 19 véhicules, 151 groupes électrogènes, 105 marteaux piqueurs, 13 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 62 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 7 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, 105,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 22

120 unités de tabacs ont été saisis à In Guezzam, Ouargla, El-Oued, Biskra, In Amenas, Mila et M'sila". Dans le même contexte, les Garde-frontières "ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 7 149 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras, alors que 239 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, Tlemcen, Tindouf et Béchar". Ces opérations, s'inscrivant "dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", ont permis d'aboutir à des "résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne le communiqué.

R. N.

FRONT MAROCAIN DE SOUTIEN À LA PALESTINE

La criminalisation de la normalisation objet d'un projet de loi

Le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation a annoncé son rejet de tous les aspects de la normalisation marocaine et de toute forme de coopération avec l'entité sioniste, considérant que cette normalisation encourageait la poursuite des crimes contre le peuple palestinien. Dans un communiqué, le Front a exprimé son rejet des projets de jumelage de certaines villes marocaines, comme Azemmour, Sefrou, Demnat et Fès, avec des villes palestiniennes occupées. Le Front a également dénoncé « la mise en place de partenariats » pour les établissements d'enseignement avec les universités et instituts de l'entité sioniste, et « la conclusion d'un accord de partenariat pour les Fédérations marocaines de football et de basket-ball, avec leurs homologues de l'entité sioniste », ainsi que son refus « de rejoindre cinq musiciens marocains, le soi-disant "orchestre andalou" de l'entité sioniste ». Le communiqué considère que ces mesures sont une tentative de « déformer et falsifier la conscience populaire marocaine » et de lui faire accepter la coopération avec les criminels de guerre sionistes, ce qui encourage davantage l'entité à persister dans son agression et ses crimes contre le peuple palestinien et contre l'humanité. Le Front a souligné son adhésion aux forces anti-normalisation pour promulguer une loi criminalisant la normalisation et s'opposant à toute forme de coopération avec les sionistes, et intensifiant toutes les formes de soutien et de plaidoyer pour le peuple palestinien et sa résistance inébranlable pour ses droits justes et légitimes.

R. I.

AMÉLIORATION URBAINE Important projet pour M'chedallah à Bouira

Au grand bonheur des 20 000 habitants qu'abrite la commune de M'chedallah, qui fait aussi office de chef-lieu de daïra, le projet de l'amélioration urbaine tant attendu vient d'être lancé. Nous avons constaté de visu hier lors d'une virée que nous avons effectuée dans la région. Les travaux de cet important projet, dont l'enveloppe qui lui a été attribuée est de l'ordre de sept milliards de centimes, ont été entamés à partir du boulevard principal traversant le centre-ville et le longeant sur une distance d'un kilomètre. L'entreprise à laquelle est attribué le projet travaille d'arrache-pied en vue de respecter les délais impartis qui sont de deux mois. Les travaux consistent d'abord en la réfection des trottoirs qui sera suivie par

la pose du bitume sur la chaussée et enfin la réfection et le prolongement de l'éclairage public. Cependant, le problème du vieux bâti et des Haouches du centre-ville, serait l'une des préoccupations des élus locaux, le problème a été soulevé au premier magistrat de la wilaya lors d'une récente visite qu'il avait effectuée dans la région à l'occasion de la célébration du nouvel amazigh.

Le wali avait promis de se pencher sérieusement sur ce problème, un problème qui n'est pas propre à la commune de M'chedallah mais plusieurs localités de la wilaya notamment les grandes agglomérations à l'image du chef-lieu de la wilaya, Aïn Bessem, Sour El-Ghozlane, Lakhdaria et Kadiria pour ne citer que celles-ci. Voilà

donc une nouvelle que la population de M'chedallah, restée, il faut le dire, marginalisée durant de longues années notamment en matière d'amélioration urbaine. L'autre excellente nouvelle est l'ouverture de la salle de cinéma du même chef-lieu de daïra, et ce, après de grands travaux de réfection. Ici encore le wali avait donné instructions à la directrice de la culture ainsi qu'au tout nouveau maire, de procéder à son ouverture au grand public. Cette salle de cinéma avait, il faut le dire, fait le bonheur de la population de la région notamment les jeunes durant les années 80 et 90 avant qu'elle ne soit fermée à l'avènement du terrorisme.

Omar Soualah

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

SOUS-RIRE

Finis le retrait de permis de conduire

